

Guerre des données, IA, cyberspace

CHANEGRIHA ÉVOQUE LES NOUVELLES MENACES

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8469 - SAMEDI 18 AVRIL 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Algérie-Chine
Une coopération ancrée dans l'histoire

Page 5

PRIX DU PRÉSIDENT POUR LE CHERCHEUR INNOVANT

L'ALGÉRIE MISE SUR SES INTELLIGENCES



À l'occasion de la Journée du savoir, le président de la République, Abelmadjid Tebboune a réaffirmé le caractère stratégique de la recherche scientifique et de l'innovation dans la construction d'une économie fondée sur le savoir. Lors de la remise du Prix du chercheur innovant à Alger, il a salué l'excellence nationale et appelé à transformer les idées en projets concrets au service du développement.

Page 3

FORUM DIPLOMATIQUE D'ANTALYA

Attaf représente Tebboune en Turquie

Page 5

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

L'Algérie plaide pour une action urgente

Page 4

LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL

LE MCA CHUTE À CONSTANTINE

Page 8

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

MILIEU CARCÉRAL

L'éducation comme levier de réinsertion

A L'OCCASION de la Journée du Savoir, l'établissement pénitentiaire de Koléa (Tipaza) a abrité une cérémonie consacrée à la promotion de l'éducation et de la formation en milieu carcéral, en présence du directeur général de l'administration pénitentiaire, Essaïd Zerb. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la réinsertion des détenus à travers les dispositifs éducatifs, pédagogiques et de formation mis en place au sein des établissements pénitentiaires. Elle intervient à la suite de plusieurs concours organisés à l'échelle nationale, ayant mobilisé des détenus de différentes catégories autour de thématiques liées à l'enseignement général, la formation professionnelle, l'artisanat ainsi que des activités culturelles et artistiques. À cette occasion, des détenus ayant obtenu des résultats remarquables ont été récompensés par des prix symboliques et des certificats de reconnaissance. Des acteurs impliqués dans les programmes de réinsertion, issus de divers établissements et institutions partenaires, ont également été honorés. Dans son intervention, le directeur général de l'administration pénitentiaire a mis en avant les efforts engagés pour accompagner les détenus dans leur parcours éducatif et professionnel, en coordination avec les différents secteurs concernés. Il a indiqué que plus de 45 000 détenus poursuivent leur scolarité, encadrés par plus de 1 200 enseignants, tandis que plusieurs milliers suivent une formation professionnelle ou des études universitaires à distance.

T. Bouhamidi

CHU FRANTZ FANON

Des services baptisés en mémoire de professeurs disparus

A L'OCCASION de la célébration de la Journée du Savoir, le wali de Blida, M. Djamel Hashas, a baptisé plusieurs services médicaux au sein du CHU Frantz Fanon, en hommage à d'éminents professeurs en médecine aujourd'hui disparus. Cette initiative vise à perpétuer la mémoire de ces figures marquantes du secteur de la santé, dont les contributions scientifiques et humaines ont profondément marqué la formation médicale ainsi que la prise en charge des patients. À travers cet acte, les autorités locales entendent également ancrer la culture de la reconnaissance et de la transmission du savoir auprès des nouvelles générations de praticiens. Le service de neurologie du Centre hospitalier universitaire de Blida porte désormais le nom du regretté professeur Mohamed Arezki. Le service de radiothérapie du Centre anti-cancer (CAC) de Blida a, quant à lui, été baptisé du nom de l'éminent professeur Messaoud Ayad, décédé le 23 décembre 2023.

Le service spécialisé en transplantation d'organes et de tissus (TOT) a été nommé en l'honneur du regretté professeur Mahdi Si Ahmed. À cette occasion, le wali et la délégation qui l'accompagnait ont également inspecté les infrastructures des établissements de santé et examiné leur fonctionnement. Ils ont, par ailleurs, écouté les explications relatives au fonctionnement des équipements médicaux modernes dont bénéficient ces structures, notamment ceux destinés à la prise en charge des patients atteints de cancer, ainsi que les équipements d'hémodialyse.

T. Bouhamidi

YOUM EL-ILM

Le savoir passe d'abord par l'enseignant

En cette Journée du Savoir, valoriser le rôle de l'enseignant n'est pas seulement un acte de reconnaissance, c'est une nécessité stratégique. Sans un éducateur respecté et soutenu, la transmission des valeurs et l'éveil des consciences s'essoufflent. C'est ce message de considération et d'ambition qu'a voulu porter le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, à l'occasion de la Journée du Savoir (Youm El-Ilm) célébrée le 16 avril de chaque année.



Mohamed Seghir Saâdaoui.

Dans un message adressé à l'ensemble de la communauté éducative, le ministre a salué l'engagement des enseignants et appelé à renforcer les valeurs du savoir, de l'effort et de la responsabilité au sein de l'école algérienne. Il a rappelé la portée symbolique de cette journée, qui rend hommage au savoir en tant que fondement du progrès et levier essentiel de construction de l'individu et de la société. Il a souligné que cette célébration s'inscrit dans la continuité de l'héritage des grandes figures de la pensée nationale, notamment l'imam Abdelhamid Ben Badis, qui a fait de l'éducation un moteur de libération et d'affirmation identitaire.

Le ministre a tenu à exprimer sa reconnaissance à l'ensemble des acteurs du secteur éducatif, enseignants, encadreurs et personnels administratifs, pour leur engagement quotidien. Il a salué les efforts déployés dans les établissements scolaires pour assurer la transmission du savoir et garantir la qualité de l'enseignement.

Il a également mis en avant le rôle central des responsables des établissements dans la stabilité du secteur, ainsi que leur contribution à la continuité du service éducatif.

S'adressant aux élèves, le ministre a insisté sur l'importance du respect envers les enseignants et de la reconnaissance de leur rôle. Il les a encouragés à faire du savoir une valeur centrale, à cultiver l'esprit d'innovation et à adopter des comportements exemplaires. «Faites du savoir un comportement, de l'effort un chemin et de la morale une valeur constante», a-t-il souligné, appelant les jeunes à s'investir pleinement dans leur parcours scolaire.

Le ministre a enfin exhorté les éducateurs à transmettre, au-delà des connaissances, des valeurs éthiques et citoyennes, ainsi que l'attachement à l'histoire nationale. Il a insisté sur la nécessité de préparer des générations capables de relever les défis de demain. Réaffirmant l'engagement de l'État à améliorer la qualité de l'enseignement, il a conclu en appelant à poursuivre les efforts collectifs au service de l'école algérienne et du développement du pays.

Lynda Louifi

ÉDUCATION FINANCIÈRE

La BNA lance un livre pour les écoliers

DANS une démarche visant à renforcer la culture financière dès le plus jeune âge, la Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé la publication d'un nouvel ouvrage pédagogique destiné aux élèves du cycle primaire. Intitulé «Le livre de la culture financière», ce support éducatif s'inscrit dans une stratégie globale de sensibilisation aux notions économiques de base, en phase avec les réformes éducatives en cours. Lancé à l'occasion de la Journée du Savoir, célébrée le 16 avril, ce projet dépasse le simple cadre d'une action institutionnelle.

Il s'inscrit également dans la dynamique impulsée par le ministère de l'Éducation nationale, qui œuvre à moderniser les contenus pédagogiques et à doter l'école algérienne d'outils favorisant le développement de compétences pratiques et citoyennes.

Face aux mutations économiques et technologiques, les autorités éducatives encouragent désormais l'intégration de nouvelles compétences, notamment celles liées à la gestion, à la responsabilité et à la prise de décision. En ce sens, l'initiative de la BNA vient soutenir ces orientations en introduisant la culture financière comme levier d'apprentissage dès le primaire.

À travers cette initiative, la BNA ambitionne d'introduire les enfants aux principes fondamentaux de la gestion financière, dans un contexte où l'éducation économique devient un levier essentiel de formation citoyenne. L'ouvrage aborde, de manière simplifiée et pédagogique, plusieurs concepts clés tels que la signification de l'argent, les moyens de l'obtenir, ainsi que les bonnes pratiques pour le gérer. Il met également l'accent sur l'importance de l'épargne, la maîtrise des dépenses et la prise de décisions financières réfléchies.

Pour faciliter l'assimilation de ces notions, le livre propose une approche interactive intégrant des illustrations, des exemples concrets et des activités ludiques. L'objectif est de rendre les concepts financiers accessibles et compréhensibles pour les élèves du primaire. La Banque nationale d'Algérie précise que cet ouvrage sera disponible en deux versions. Une édition papier sera distribuée lors de manifestations économiques, de journées portes ouvertes et d'événements dédiés à l'enfance. Parallèlement, une version numérique sera accessible via le site officiel de la banque, permettant un accès élargi à ce contenu éducatif. Cette publication s'inscrit dans une série d'ouvrages éducatifs que la BNA prévoit de développer. Deux autres livres, destinés aux élèves des cycles moyen et secondaire, viendront prochainement compléter cette initiative.

À travers ce projet, la banque affirme son engagement en matière de responsabilité sociétale, en contribuant à la diffusion de la culture financière, au renforcement de l'inclusion économique et à la formation d'une génération plus consciente et autonome dans la gestion de ses ressources.

L. L.

DEUXIÈME ÉDITION DU PRIX POUR LE CHERCHEUR INNOVANT

Tebboune salue l'excellence algérienne

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, dans un message lu par le Premier ministre Sifi Ghrieb, la place centrale de la recherche scientifique et de l'innovation dans la stratégie de développement national et la transition vers une économie fondée sur le savoir, et ce à l'occasion de la cérémonie de remise du Prix du président de la République au chercheur innovant, tenue jeudi au pôle scientifique et technologique Abdelhafid-Ihaddaden, à Alger, dans le cadre de la deuxième édition organisée sous le slogan «Nous innovons aujourd'hui... pour construire l'Algérie de demain», inscrite dans la célébration de la Journée du savoir, commémorée le 16 avril de chaque année.



Une orientation stratégique.

Le président de la République a souligné, dans son message, que cette manifestation dépasse le cadre académique pour traduire une orientation stratégique de l'Etat visant à hisser l'Algérie au rang des nations productrices de savoir, capables de maîtriser et de développer les technologies plutôt que de se limiter à leur importation. Evoquant la symbolique de la date, le chef de l'Etat a rappelé l'héritage de l'imam Abdelhamid Ben Badis, affirmant que «la construction de l'homme constitue le socle de l'édification des nations» et que la bataille du développement commence dès l'école.

M. Tebboune a également insisté sur la portée de ce prix, qu'il a qualifié de «message fort d'un Etat qui croit en ses compétences», soulignant qu'il s'inscrit dans une démarche visant à renforcer le lien entre la recherche scientifique et le développement économique. Cette orientation passe notamment par le soutien à l'innovation, l'encouragement au dépôt de brevets, l'accompagnement des start-up et la création d'un environnement propice à la transformation des idées en produits portant le label «Innové en Algérie».

Le chef de l'Etat a, en outre, mis en avant le dynamisme du tissu scientifique national à travers la distinction de six lauréats, dont les travaux illustrent, selon lui, la capacité des compétences algériennes à innover et à se positionner dans des domaines prioritaires. Il a affirmé que l'innovation ne doit plus rester confinée aux laboratoires mais se traduire en valeur ajoutée et en projets concrets, condition essentielle à la construction d'une économie forte et diversifiée, fondée sur des compétences qualifiées et des institutions capables de suivre les mutations mondiales.

Dans cette perspective, le président de la République a rappelé que le soutien à la recherche scientifique et à l'innovation constitue un «choix souverain irréversible», mettant en avant les efforts engagés pour renforcer les financements, moderniser les infrastructures universitaires et promouvoir l'excellence au sein de la communauté académique. Il a également souligné que cette cérémonie marque une étape importante dans le processus de transformation engagé par l'Algérie, visant à instaurer une gouvernance universitaire moderne, fondée sur l'efficacité, la responsabilité, l'amélioration continue de la qualité de la formation et l'ouverture aux standards internationaux.

A l'intention des lauréats, le Président a salué leur excellence, la qualifiant de «message d'espoir et de confiance» en l'avenir du pays, les appelant à poursuivre leur parcours avec un sens élevé des responsabilités et à s'imposer comme des modèles pour leur génération.

En marge de l'événement, le Premier ministre a visité une exposition dédiée à des projets de recherche nationaux innovants, illustrant la volonté des pouvoirs publics de favoriser leur concrétisation sur le terrain, dans une logique de transition de la théorie vers l'application.

SIX LAURÉATS PRIMÉS

En outre, six lauréats ont été distingués lors de cette édition, répartis entre les catégories des enseignants-chercheurs et des étudiants innovants, issus de différentes universités et centres de recherche à travers le pays. Ils ont reçu des attestations et des récompenses en reconnaissance de leurs contributions scientifiques. Dans la catégorie des chercheurs, il s'agit de Fayçal Kharfi de l'Université de Sétif 1, de Abdellah Ouahab et Yacine Boumrah du Centre de recherche et développement de la Gendarmerie nationale (CRD-GN) de Bouchaoui, ainsi que de Hassen Smail de l'Université de Batna 2.

La catégorie des étudiants comprend Marwa Aireche de l'Ecole supérieure en sciences biologiques d'Oran (ESSBO), Inès Daoud de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et Soumia Bouzeghrane de l'Université de Laghouat.

En marge de cette cérémonie, le Pr Fayçal Kharfi a expliqué son projet innovant dans le domaine des technologies médicales appliquées à l'oncologie.

Selon lui, il s'agit d'une solution reposant sur l'utilisation de technologies numériques avancées, notamment le scannage à lumière structurée, la modélisation 3D et l'impression 3D, permettant la fabrication de bolus de doses destinés au traitement des tumeurs superficielles.

Contrairement aux dispositifs conventionnels, ces bolus sont personnalisés et conçus pour s'adapter précisément à la morphologie de chaque patient, améliorant ainsi l'efficacité des traitements. Le projet intègre également le développement de dosimètres innovants, capables de mesurer avec précision la dose administrée en temps réel durant les séances de radiothérapie, a précisé le chercheur.

Ces dispositifs ont été conçus localement, à partir de matériaux disponibles, au sein du laboratoire de recherche de l'équipe, illustrant une démarche axée sur l'innovation endogène.

Selon le Pr Kharfi, cette distinction constitue non seulement une récompense, mais aussi une reconnaissance de l'aboutissement de plusieurs années de recherche, qui a ajouté que le produit a suscité un vif intérêt auprès des spécialistes, médecins et thérapeutes.

Pour sa part, l'étudiante Marwa Aireche, qui a obtenu le premier prix de sa catégorie, a indiqué que ses travaux ont porté sur une protéine aux propriétés antibactériennes prometteuses.

Ses recherches ont permis de démontrer l'efficacité de cette protéine face à plusieurs souches bactériennes, y compris certaines d'entre elles résistantes, ouvrant ainsi des perspectives d'application dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'agroalimentaire et le domaine pharmaceutique.

Au-delà de cette découverte, la lauréate a également mis en place une plat-eforme complète (workflow) dédiée au développement et à la production de protéines, pouvant être adaptée à différents usages scientifiques et industriels.

Réagissant à cette distinction, l'étudiante a exprimé sa fierté, qualifiant cette reconnaissance d'»incroyable», tout en appelant les étudiants à faire preuve de persévérance dans leur parcours académique. Elle a souligné que ce type d'initiative témoigne des progrès de l'Algérie et de son engagement croissant en faveur de ses étudiants et de ses chercheurs.

Rim Boukhari

Kamel Baddari : «L'Algérie se construit dans les laboratoires»

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé jeudi, à Alger que le Prix du président de la République du chercheur innovant consacre une vision fondée sur la science et l'innovation comme piliers du développement national, porté par les universités et les laboratoires de recherche.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de remise de ce prix, présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, au Pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid Ihaddaden, à Sidi Abdellah, le ministre a indiqué que cette distinction, instituée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, «vient en hommage à la science et à ses hommes», traduisant la conviction que «l'Algérie se construit dans les laboratoires de recherche et les amphithéâtres des établissements universitaires». M. Baddari a estimé que le pays vit aujourd'hui une nouvelle étape de son histoire, comparable par son ampleur à celle de la Révolution de libération. «L'Algérie, qui a mené la plus noble Révolution de l'histoire de l'Humanité au prix du sang de ses martyrs, fait face aujourd'hui à une autre révolution, celle de la science et de l'innovation, portée par les universités et les laboratoires», a-t-il déclaré.

Le ministre a également mis en avant la vision du président de la République, affirmant que celui-ci est convaincu que le redressement du pays repose sur deux piliers essentiels : «l'homme qualifié et l'esprit créatif et innovant». Dans ce cadre, il a souligné que ce prix constitue à la fois une reconnaissance du mérite des chercheurs et un encouragement adressé à la jeunesse algérienne à s'engager dans la voie de la créativité et de l'innovation.

S'adressant aux lauréats, M. Baddari a insisté sur la portée symbolique de leur distinction, estimant qu'ils ne représentent pas seulement des parcours individuels, mais portent un message collectif : celui d'une Algérie qui innove et qui s'inscrit pleinement dans le mouvement scientifique mondial. Il a ajouté que leurs travaux dans des domaines stratégiques tels que l'énergie, la santé, les technologies de pointe et l'intelligence artificielle sont appelés à générer une valeur ajoutée significative pour l'économie nationale et la société.

Enfin, le ministre a réaffirmé l'engagement de son département à poursuivre l'accompagnement des chercheurs et des innovateurs, afin de renforcer la culture de l'innovation et d'en faire un levier structurant du développement. Il a souligné que cette dynamique vise à consolider la place de l'université algérienne et à renforcer son rôle dans la transformation économique et sociale du pays.

R. B.



NOUVEAU MARCHÉ DE GROS

Un projet clé pour la sécurité alimentaire

LE SECTEUR du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national poursuit, en concertation avec les différents acteurs concernés, la recherche d'alternatives foncières et techniques afin de concrétiser, dans les meilleurs délais, le projet de réalisation d'un nouveau marché de gros des produits alimentaires à Alger. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, la ministre du secteur, Amel Abdellatif, lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président du Conseil, Omar Khemayas, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali.
La ministre a précisé que l'approche adoptée repose sur une démarche participative et coordonnée visant à identifier des solutions foncières et techniques adaptées, permettant la création d'un espace organisé répondant aux normes juridiques, sanitaires et sécuritaires, et soumis à un système de facturation et de suivi financier transparent.
Elle a indiqué qu'une assiette foncière avait été proposée au niveau de la commune de Birtouta, mais que le projet a été retardé en raison de l'absence d'accord sur le déclassement du terrain, initialement à vocation agricole.
Selon la ministre, l'organisation des marchés de gros constitue un choix stratégique qui dépasse le cadre administratif, puisqu'il s'inscrit dans un processus de restructuration du système national de distribution, de lutte contre l'économie informelle et de renforcement de la sécurité alimentaire.
Abordant la question de la prise en charge des coûts de transport vers les wilayas du Sud, Mme Abdellatif a affirmé que son secteur travaille à la mise en place d'un mécanisme de compensation des coûts dans le cadre d'une réforme globale visant à concilier efficacité économique et transparence. Elle a précisé que la nouvelle méthode de calcul repose sur des données techniques intégrant les distances réelles, les spécificités des infrastructures et les coûts effectifs du transport.
Concernant l'approvisionnement, la ministre a fait état d'une stabilité notable dans les wilayas du Sud, assurée grâce aux dispositifs de suivi mis en œuvre par les services locaux du commerce.
Enfin, s'agissant de la protection du consommateur, elle a souligné la mise en place progressive d'un système de contrôle modernisé, fondé sur la compétence scientifique et la coordination institutionnelle. Ce dispositif s'adapte également aux évolutions du commerce, notamment l'essor des transactions électroniques et des plateformes numériques, avec un renforcement du suivi des offres en ligne et la lutte contre les pratiques commerciales illicites.

M. B.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

L'Algérie plaide pour une action urgente

Les défis auxquels fait face le continent africain dans le domaine de la sécurité alimentaire nécessitent une action collective urgente. C'est le plaidoyer de l'Algérie à l'occasion de la 34e session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique (ARC34), qui s'est tenue, hier, à Nouakchott.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, qui a pris part aux travaux de cette session, a en effet abordé, lors de son intervention lors d'une table ronde de haut niveau placée sous le thème «Analyse prospective : les moteurs et les déterminants de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique», les différents défis auxquels fait face le continent africain dans le domaine de la sécurité alimentaire, à la lumière de la poursuite des taux de malnutrition et de la hausse du coût des régimes alimentaires sains, face à la limitation des investissements et à l'insuffisance du financement destiné au secteur, en dépit de son importance dans l'emploi d'une grande partie de la main-d'œuvre.
Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance d'une action collective urgente à travers la coordination des politiques, le renforcement des investissements et l'adoption de solutions innovantes et durables. Il a également affirmé que le continent africain dispose de potentiels considérables, tant en termes de ressources naturelles que de capacités humaines, ce qui rend la transformation de ses systèmes agricoles et alimentaires «une opportunité réelle», soulignant l'importance de renforcer la gouvernance, de développer la conscience alimentaire, de garantir une distribution plus équitable des richesses et d'accélérer l'innovation technologique dans le secteur.
Sur le plan de la coopération internationale, le ministre a réaffirmé l'engagement de



Yacine El-Mahdi Oualid.

l'Algérie à renforcer la coopération Sud-Sud, en tant que mécanisme d'échange d'expertises et de construction de partenariats fondés sur l'intérêt mutuel, notamment dans les domaines de l'agriculture en zones arides, de la gestion des ressources en eau et du développement des chaînes de valeur.
Soulignant l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour soutenir l'intégration économique et renforcer les échanges interafricains, le ministre a appelé à intensifier les investissements destinés au secteur et à lier les visions prospectives à des mesures pratiques, tout en impliquant les jeunes et les femmes au cœur de la transformation agricole pour réaliser un développement durable et une sécurité alimentaire inclusive sur le continent.
Lors de son intervention, le ministre a par ailleurs exposé l'expérience algérienne en matière de développement du secteur agricole, soulignant la dynamique que connaît le secteur agricole, à travers sa contribution croissante à l'économie nationale et la maîtrise de l'inflation alimentaire, en sus des investissements structurants dans les domaines de l'agriculture de précision, de l'irrigation au goutte-à-goutte et de l'extension des surfaces agricoles.
Il a également évoqué les succès réalisés, notamment en matière d'électrification des exploitations agricoles, permettant ainsi de généraliser l'utilisation des techniques modernes et d'améliorer la productivité, outre le développement de l'agriculture saharienne, devenue un pilier essentiel pour atteindre la sécurité alimentaire, en s'appuyant sur les systèmes d'irrigation à pivot central et l'énergie solaire. Il a en outre évoqué le progrès réalisé en matière de mécanisation agricole, lequel, a-t-il dit, a contribué à l'augmentation de la productivité et à la réduction du recours à la main-d'œuvre traditionnelle, en témoignant des niveaux appréciables d'autosuffisance atteints dans plusieurs produits agricoles.

Hamid B.

FONCIER INDUSTRIEL

Plus de 1 600 assiettes proposées par l'AAPI

LANCÉE depuis deux années et considérée comme l'unique canal de dépôt et de traitement des demandes d'octroi de terrains destinés à l'investissement, la plate-forme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a proposé plus de 1 670 assiettes foncières, couvrant une superficie globale de 3 000 hectares. Le nombre total des assiettes foncières mises en ligne sur la plate-forme s'élève à 1 675, dont 1 427 regroupant 2 274 parcelles destinées à accueillir des projets industriels, couvrant une superficie de 2 850 hectares, a indiqué le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, avant-hier lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par Omar Khemayas, vice-président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali.
En réponse à la question d'un membre du Conseil relative au nombre de parcelles proposées via la plate-forme de l'investisseur de l'AAPI, lancée il y a deux années, le ministre a fait état de 1 377 assiettes foncières situées dans des zones industrielles et des zones d'activités (anciennes ou en cours de réalisation), couvrant une superficie de 2 111 hectares, dont 786 assiettes réparties sur 56 zones industrielles.
Il a souligné que la loi de finances pour l'année en cours a alloué des crédits de paiement au profit des projets de zones industrielles en cours d'aménagement, ce qui permettra de parachever les travaux dans les zones industrielles connaissant une cadence de réalisation avancée, tandis que l'aménagement des projets restants est prévu pour l'année 2028.
Le ministre a, par ailleurs, évoqué les efforts déployés pour l'aménagement des assiettes foncières ainsi que la réalisation de zones industrielles, notamment le projet de réalisation de la zone industrielle de Souamâa, dans la wilaya de Tizi Ouzou. Il a ainsi fait état des mesures que le ministère de l'Industrie compte entreprendre pour lever les contraintes sur ce projet, rappelant que l'Etat a mobilisé une enveloppe financière pour la réalisation de l'étude au titre de l'exercice 2026. Le ministre, qui a affirmé que ses services accordent une importance majeure à tous les dossiers susceptibles de garantir la disponibilité du foncier, a évoqué l'avancement du dossier de l'investissement dans la wilaya d'El-Bayadh. Il a affirmé que l'Etat a mobilisé d'importantes enveloppes financières pour la création et l'aménagement d'assiettes foncières, à l'instar de la nouvelle zone industrielle de Rogassa, s'étendant sur une superficie de 150 hectares et dont le taux d'avancement des travaux a atteint le seuil de 80 %.
M. Bachir a, en outre, rappelé que les services de la wilaya de Ouled Djellal procèdent à une opération d'inventaire et d'assainissement du foncier économique au niveau des zones d'activités, afin de récupérer les assiettes non exploitées et de les soumettre aux procédures d'examen et de conformité technique, précisant que les lots disponibles seront progressivement introduits sur la plate-forme numérique de l'investisseur.
De son côté, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement a annoncé la disponibilité d'assiettes foncières aménagées pour accueillir des projets d'investissement au niveau de plusieurs wilayas, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie visant à encourager, attirer l'investissement et renforcer le développement économique à travers les différentes wilayas. Des assiettes foncières ont été mises ainsi à la disposition des investisseurs et des porteurs de projets au niveau de Constantine (Zone industrielle d'El-Douames), Sidi Bel Abbès (Zone industrielle de Ras El-Ma), Tlemcen (Zone industrielle d'El-Aricha), Djelfa, Médéa (Zone industrielle de Boughzoul) et Tiaret (Zone industrielle de Zaaroura), a précisé l'AAPI.
Pour déterminer la nature des activités qui seront attribuées à ces assiettes foncières, en fonction des besoins des investisseurs, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement a invité les porteurs de projets souhaitant investir dans ces wilayas à exprimer leurs vœux via les liens électroniques dédiés à cet égard.
L'objectif de cette annonce est de recenser les intentions d'investissement afin de les prendre en considération lors de la publication des assiettes foncières sur la plate-forme numérique de l'investisseur.

L. A. A.

152e SESSION DE L'UIP

Alger plaide pour une refonte du système international

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, a affirmé hier à Istanbul que le contexte international actuel, marqué par l'accumulation et l'entrecroisement des crises, impose une révision des fondements du système international et un renforcement des principes de justice et de paix, tout en mettant en avant la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur d'un ordre international plus équitable.

Intervenant lors de la 152e session de l'Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP), M. Boughali a indiqué que le monde traverse une phase complexe caractérisée par la multiplication des crises, ce qui nécessite une relecture des fondements du système international et une consolidation des principes de justice et de paix.
Il a rappelé que le système international, établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sur des bases fondées sur le dialogue et le respect de la dignité humaine, fait aujourd'hui face à de multiples défis, notamment la recrudescence des conflits armés, l'érosion de la confiance dans les institutions internationales et les mutations technologiques rapides.
Selon lui, les conflits contemporains ne se limitent plus à leur dimension traditionnelle, mais sont liés à des facteurs structurels tels que la pauvreté, la marginalisation, la sécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement, ce qui impose une redéfinition du concept de sécurité pour le rendre davantage centré sur l'humain.
Dans ce cadre, le président de l'APN a souligné que l'Algérie considère que le véritable défi de la communauté internationale ne réside pas uniquement


Ibrahim Boughali.

dans la gestion des crises, mais dans la reconstruction de la confiance, la consolidation de l'espoir et l'instauration d'une justice réelle au bénéfice des générations présentes et futures, conformément à la vision du président Tebboune visant à renforcer la justice internationale et à rétablir la confiance dans le multilatéralisme. Il a relevé l'importance de respecter le droit international, loin de toute sélectivité et double standard, estimant que cela conditionne la crédibilité des institutions internationales.
Évoquant la situation en Palestine, M. Boughali a dénoncé la poursuite des souffrances du peuple palestinien, qu'il a qualifiée de défi majeur pour la communauté internationale, réaffirmant l'engagement constant de l'Algérie en faveur des causes justes et du respect des résolutions de la légalité internationale.
Il a également appelé à la poursuite des efforts pour traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et mettre fin à l'impunité, condamnant fermement ce qu'il a qualifié de «loi d'exécution des prisonniers», qu'il a décrite comme une violation grave du droit international humanitaire.
Le responsable parlementaire a salué l'accord de cessez-le-feu dans la région du Golfe et du Moyen-Orient, le considérant comme une avancée positive vers l'apaisement, tout en appelant à son renforcement par un arrêt global et durable des hostilités, notamment en Palestine et au Liban. Il a également plaidé pour l'achèvement des processus de décolonisation et le droit des peuples à l'autodétermination, tout en soulignant l'impératif d'une réforme de la gouvernance mondiale afin de garantir une représentation plus équitable des États et une meilleure efficacité des institutions internationales.
Abordant les enjeux contemporains, M. Boughali a estimé que la paix et la sécurité internationales nécessitent une approche globale intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les impératifs de développement durable, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement. Il a enfin mis en avant le rôle des parlements dans le renforcement de la confiance institutionnelle, à travers la transparence, la responsabilité et l'adaptation des législations aux mutations rapides, soulignant l'importance de la diplomatie parlementaire dans le rapprochement entre les peuples.
Évoquant l'intelligence artificielle, il l'a qualifiée à la fois d'opportunité et de défi, appelant à la mise en place de cadres réglementaires internationaux équitables garantissant son usage au service de l'humanité.
En conclusion, M. Boughali a plaidé pour l'importance d'une volonté politique sincère et d'une action collective fondée sur la solidarité pour construire un avenir plus juste, rappelant que ces valeurs s'inscrivent dans la tradition diplomatique algérienne inspirée des principes de l'émir Abdelkader, ainsi que dans les messages de dialogue et de coexistence portés, selon lui, par la visite, du 13 au 15 avril dernier, du pape Léon XIV en Algérie.

Aymen D.

ALGERIE-CHINE

Une coopération partisane ancrée dans l'histoire

LE SECRÉTAIRE général du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, a reçu mercredi dernier, au siège du parti à Alger, une délégation du Parti communiste chinois (PCC) conduite par Jin Xin, vice-ministre du Département des relations extérieures du comité central du parti. Cette visite s'inscrit dans le cadre de liens de longue date entre les deux formations politiques, reflet des relations historiques entre les deux pays. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, un communiqué du FLN.
Selon le FLN, cette entrevue a été ponctuée par un échange sur l'état des relations entre l'Algérie et la Chine, de même que sur les liens entre les deux formations politiques.
Dans son intervention, Abdelkrim Benmbarek a affirmé que les relations entre le FLN et le Parti communiste chinois «ne sont ni conjoncturelles ni protocolaires». Il a rappelé que les liens entre le FLN et le PCC s'inscrivent dans une continuité historique remontant à la guerre de libération nationale. Dans la même veine, Abdelkrim Benmbarek a tenu à mettre en lumière «le soutien apporté par la Chine à la lutte du peuple algérien pour la liberté et l'indépendance». Le responsable du FLN a ajouté que ces relations bilatérales se sont consolidées au fil des décennies dans le cadre d'un partenariat stratégique global basé sur la confiance.
«Les liens entre les deux pays dépassent les seuls intérêts immédiats grâce à une convergence de vues autour du droit des peuples au développement global et durable, du respect de la souveraineté des Etats, de la défense des causes que nous considérons comme justes, ainsi que de la construction d'un ordre international plus équitable, équilibré et juste», a-t-il déclaré.
De son côté, Jin Xin a également mis en avant «la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Chine», estimant qu'elles devraient être encore plus renforcées dans l'ensemble des secteurs.
Le même responsable chinois a indiqué que «l'accord conclu entre le FLN et le Parti communiste chinois s'inscrit dans une série d'accords entre l'Algérie et la Chine», ajoutant qu'il devrait permettre aux deux partis d'élever le niveau de leur coopération dans plusieurs domaines.
Abdelkrim Benmbarek a, par ailleurs, salué le niveau de coordination et de concertation entre les deux partis et les deux pays, exprimant la volonté du FLN de consolider davantage la coopération partisane par l'intermédiaire de l'échange d'expériences, du développement des mécanismes de dialogue politique, outre l'intensification des programmes de formation et d'encadrement. Ces démarches «peuvent contribuer à l'amélioration de la performance partisane et au service des objectifs de développement national dans les deux pays», a-t-il souligné.
Le secrétaire général du FLN a aussi fait part d'une volonté conjointe de porter les relations bilatérales entre les deux partis vers des perspectives plus larges. Selon la même source, M. Benmbarek a qualifié la visite de la délégation chinoise d'étape importante pour consolider les passerelles de communication et de compréhension mutuelle, ainsi que pour renouveler l'engagement commun en faveur d'un avenir axé sur la coopération, l'intérêt mutuel et le respect réciproque.

Khalil Aouir



FORUM DIPLOMATIQUE D'ANTALYA

Attaf représente le président Tebboune en Turquie

CHARGÉ par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé jeudi soir en République de Turquie pour prendre part aux travaux de la 5e édition du Forum diplomatique d'Antalya.
Organisé du 17 au 19 avril 2026 sous le thème «Cartographier l'avenir, gérer les incertitudes», ce forum international réunit responsables gouvernementaux, experts et personnalités académiques et médiatiques afin d'aborder les grandes questions et défis actuels auxquels fait face la communauté internationale.
Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, le programme prévoit une série d'ateliers thématiques consacrés à l'analyse des mutations géopolitiques et des enjeux globaux, dans un contexte international marqué par de multiples incertitudes.
En marge de cette rencontre, M. Attaf devrait également tenir des entretiens bilatéraux avec plusieurs ministres des Affaires étrangères de pays frères et amis, ainsi qu'avec des responsables d'organisations internationales, dans le cadre du renforcement des relations diplomatiques et de la concertation sur les questions d'intérêt commun.

S. N.

ALGER–BERLIN

Renforcement de la coopération policière

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, a reçu jeudi à Alger le chef de la police fédérale allemande, Dieter Romann, en visite officielle à la tête d'une délégation policière, a indiqué un communiqué de la DGSN. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération bilatérale entre les services de police des deux pays.
Elle a débuté par des entretiens en tête-à-tête entre les deux responsables, avant d'être élargie aux membres des deux délégations. Les discussions ont porté sur les moyens de consolider la coopération, notamment dans les domaines de la gestion des frontières, de la lutte contre la migration clandestine et de la sécurisation des grands événements. Les deux parties ont également évoqué la coordination face aux défis sécuritaires actuels et émergents. Par la suite, la délégation allemande s'est rendue au siège de la Direction de la Police des frontières, où elle s'est informée des missions et des dispositifs opérationnels liés à la gestion du mouvement frontalier des personnes et des véhicules.

M. B.

PLUS DE 41 000 PÈLERINS ALGÉRIENS ATTENDUS À LA MECQUE

Top départ pour la formation de la mission médicale

AFIN D'ASSURER une couverture sanitaire optimale aux 41 300 pèlerins algériens attendus cette année, le ministère de la Santé a lancé une session de formation intensive destinée aux 114 membres de la mission médicale. Entre renouvellement des effectifs et logistique de pointe, l'Algérie mise sur la qualité de l'encadrement.

C'est dans l'enceinte de l'Institut national de formation supérieure paramédicale (INFSP) d'Alger que le coup d'envoi a été donné. Sous la présidence du secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, représentant le ministre de tutelle, cette journée d'information marque une étape cruciale dans les préparatifs du Hadj 2026. La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs ainsi que de membres du Conseil de la Nation.

Dans un message adressé aux participants, le ministre de la Santé a salué le dévouement des professionnels du secteur. Il a rappelé que l'excellence des services fournis lors des précédentes éditions avait permis à la mission algérienne de se hisser aux premiers rangs des classements internationaux.

Pour mieux accompagner les 41 300 pèlerins, le ministère a opté pour une stratégie de renouvellement de 90 % des membres de la mission, visant à insuffler une nouvelle dynamique tout en maintenant un haut niveau d'exigence professionnelle.

Le dispositif sanitaire repose sur une mobilisation matérielle importante. Pas moins de 6 tonnes de produits pharmaceutiques et de matériel médical seront acheminées vers les Lieux Saints. Ce lot comprend notamment des équipements de pointe tels que des défibrillateurs, des appareils d'électrocardiogramme (ECG) et des tensiomètres.

Sur le terrain, la couverture sera décentralisée afin d'assurer une réactivité maximale. En plus de l'unité médicale installée à l'aéroport de Djeddah, deux centres hospitaliers principaux seront opérationnels à La Mecque et Médine, appuyés par huit unités de proximité.

L'accent a également été mis sur la phase pré-départ. Les commissions médicales de wilaya assureront le suivi des pèlerins en amont, notamment en matière de vaccination obligatoire. Des campagnes de sensibilisation, menées en coordination avec l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), sont déjà en cours, ciblant particulièrement les personnes atteintes de maladies chroniques.

Le représentant du ministère a enfin exhorté les 114 praticiens à faire preuve de discipline et d'engagement, rappelant la dimension humaine et noble de leur mission, avant de souhaiter réussite et bon déroulement de la saison du Hadj 2026.

Lynda Louifi

MODERNISATION DE L'ACTION SOCIALE

La rigueur scientifique socle de la solidarité nationale

L'impératif d'adosser l'action sociale à une méthodologie scientifique rigoureuse, seule à même de garantir l'efficacité et la pérennité des initiatives de solidarité au profit des catégories les plus vulnérables, a été affirmé par Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, jeudi lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Ghardaïa.

S'exprimant lors de cette sortie sur le terrain, la ministre a déclaré que « le secteur s'est employé, en application du programme du président de la République, à consacrer la méthodologie scientifique et académique dans l'ensemble de ses programmes et politiques ». Affirmant que cette orientation « s'inscrit dans une nouvelle approche œuvrant à promouvoir la performance, sur la base de la compétence ». Elle a souligné que « les établissements de formation et d'enseignement spécialisés relevant du secteur veillent à concrétiser cette démarche ».

Mettant en avant les finalités de cette orientation, Mme Mouloudji a assuré que « l'objectif est d'atteindre l'efficacité escomptée pour promouvoir l'action sociale dans le pays, selon des modes modernes et à la hauteur des défis actuels ». Elle a, dans le même esprit, souligné « l'importance d'intégrer les outils scientifiques dans la gestion des programmes sociaux, afin d'améliorer leur impact sur les catégories vulnérables ».

Lors de la visite de l'Institut El-Hayet, dans la commune de Guerrara, Mme Mouloudji a soutenu que « le renforcement des capacités scientifiques et pédagogiques constitue une priorité absolue », ajoutant que « l'investissement dans la formation des ressources humaines est la clé pour garantir une prise en charge qualitative et durable ».

Elle a également relevé « l'importance de valoriser l'apport scientifique, éducatif et culturel qui jalonne l'histoire nationale », rappelant que « l'Algérie a toujours été une terre de savoir et d'innovation, riche en contributions intellectuelles dans de nombreuses disciplines ». Dans ce contexte, elle a souligné que « la transmission de cet héritage constitue un levier essentiel pour inspirer les générations actuelles et futures ».

Evoquant les efforts de développement local, la ministre a indiqué que « la wilaya de Ghardaïa a bénéficié, au titre de l'année 2025, d'un nombre important d'opérations relevant du programme de développement collectif et du programme des travaux d'utilité publique à forte intensité de main-d'œuvre ». Elle a affirmé que « ces dispositifs jouent un rôle déterminant dans la stimulation de l'économie locale et l'encouragement des initiatives de proximité ».



Soraya Mouloudji.

Dans la continuité de ces actions, elle a annoncé que « 20 nouveaux projets ont été attribués à la wilaya pour l'année 2026 », assurant que « ces opérations contribueront à soutenir les artisans, encourager les petits promoteurs et concrétiser des projets collectifs au profit des populations locales ».

Mme Mouloudji a supervisé le lancement d'un centre psychopédagogique pour enfants à Guerrara (120 places) et la mise en service d'un centre similaire à El-Atteuf (115 enfants), réaffirmant l'importance de ces infrastructures dans le dispositif de prise en charge des enfants en situation de handicap.

Elle a également indiqué que plusieurs structures, dont l'école des enfants malentendants de Metlili et le centre de Daya Ben Dahoua, ont bénéficié d'opérations de réhabilitation visant à améliorer les capacités d'accueil et la qualité des prestations.

La ministre a par ailleurs mis en service une nouvelle cellule de proximité à El-Atteuf et souligné le rôle du tissu associatif dans la mise en œuvre des politiques sociales, ainsi que la nécessité de consolider les mécanismes de solidarité locale.

En conclusion de sa visite à Zelfana, elle a réaffirmé que la modernisation de l'action sociale passe par l'ancrage de la méthodologie scientifique, la formation et l'innovation, afin d'adapter les mécanismes d'intervention aux attentes des citoyens.

Sihem Bounabi

ORGANISATION DU HADJ 2026

Clôture de la formation des encadreurs

LE SECRÉTAIRE d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a coprésidé, jeudi, aux côtés du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, de Taher Braik, directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), la cérémonie de clôture du programme de formation spécialisée destiné aux membres de la délégation consulaire, appelée à jouer un rôle déterminant dans l'encadrement de la saison du Hadj 2026. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Prenant la parole, Chaib a déclaré que « ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des Hautes autorités du pays visant à assurer une préparation optimale de la saison du Hadj 2026 », lors de cette cérémonie de clôture qui 'est déroulée notamment en présence de Tahar Braik, Directeur de l'office nationale du pèlerinage et de la omra. Il a ajouté que « cette formation spécialisée traduit la volonté ferme de l'État d'instaurer un dispositif intégré de gestion de la saison du Hadj, fondé sur une coordination rigoureuse entre les différents secteurs concernés »,

Dans cette perspective, Chaib a mis en avant l'importance d'une préparation en amont, fondée sur la formation des ressources humaines, afin d'anticiper les contraintes organisationnelles et d'assurer une prise en charge efficace des pèlerins, depuis leur départ jusqu'à leur retour. Le secrétaire d'État a, par ailleurs, rappelé que l'encadrement du Hadj ne saurait être réduit à une simple opération logistique, soulignant que « l'encadrement de la saison du Hadj constitue une haute responsabilité nationale », précisant qu'il s'agit également d'« une vitrine reflétant l'image de l'Algérie et ses valeurs authentiques ».

Dans cet esprit, il a mis en avant l'importance d'un engagement sans faille de l'ensemble des intervenants, en particulier les membres de la délégation consulaire, appelés à œuvrer en étroite coordination avec les missions diplomatiques et consulaires.

L'objectif étant de garantir des prestations de qualité, conformes aux attentes des pèlerins et à la hauteur de l'attention que leur accorde l'État.

De son côté, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfsi, a mis en avant la portée stratégique de cette initiative, la qualifiant de « pierre angulaire dans le processus du renforcement de la coordination institutionnelle et d'amélioration des performances des différents intervenants dans l'organisation de la saison du Hadj »

Il a également assuré que « l'ensemble des dispositions organisationnelles et logistiques nécessaires ont été finalisées », soulignant que les autorités ont veillé à mobiliser tous les moyens humains et matériels pour garantir le bon déroulement de cette saison.

Sihem B.

LIBAN

Le cessez-le-feu violé dès ses premières heures

Le cessez-le-feu entré en vigueur à minuit a été immédiatement fragilisé par des frappes meurtrières au sud du Liban. Malgré une avancée diplomatique, la trêve reste précaire et dépend d'engagements encore incertains.



A peine entré en vigueur dans la nuit du 16 au 17, le cessez-le-feu entre le Hezbollah et l'armée sioniste montre déjà des signes de fragilité. Des frappes menées à minuit sur le sud du Liban ont fait au moins trois morts à Marwaniyé, tandis qu'à Tyr les secours s'activaient dans les décombres de plusieurs immeubles détruits, dont un bâtiment de douze étages encore habité. Selon des sources locales, le bilan humain pourrait être bien plus lourd, confirmant l'extrême précarité de cette trêve annoncée quelques heures plus tôt. Ce cessez-le-feu, présenté comme une première réussite pour le président Joseph Aoun, a été arraché au terme d'une intense séquence diplomatique. Dans la soirée du 16 avril, Donald Trump a annoncé une trêve de dix jours après un échange téléphonique avec son homologue libanais.

L'accord prévoit l'ouverture de négociations directes entre Beyrouth et Tel Aviv, une perspective inédite dans un contexte de guerre encore active. Cette annonce est intervenue malgré le refus ferme de Joseph Aoun de s'entretenir avec Benjamin Netanyahou, comme le souhaitaient Washington et Tel Aviv. Le président libanais a préféré maintenir le contact avec Marco Rubio, privilégiant une médiation américaine indirecte plutôt qu'un dialogue direct jugé prématuré et politiquement risqué. Mais la réalité sur le terrain contraste avec les annonces diplomatiques. L'armée libanaise a dénoncé plusieurs « actes d'agression » israéliens, évoquant des bombardements sporadiques dans différents villages du Sud.

En réponse, le Hezbollah a affirmé avoir pris pour cible des soldats israéliens près de Khiam, présentant cette action comme une riposte aux violations de la trêve.

Cette dynamique de représailles illustre la difficulté à imposer un arrêt réel des hostilités. Face à cela, le Hezbollah adopte une position conditionnelle. Il affirme respecter le cessez-le-feu uniquement si Israël met un terme complet à ses opérations, y compris les assassinats ciblés. Il rejette toute présence militaire israélienne sur le sol libanais, considérant qu'elle légitime la poursuite de la résistance.

R. I.

AFIN D'ACCÉLÉRER LA PRODUCTION D'ARMES ET DE MUNITIONS

Washington veut mobiliser l'industrie automobile

LE PENTAGONE a engagé des discussions avec General Motors, Ford et d'autres groupes industriels pour mobiliser leurs capacités civiles au service de la production militaire. Selon le Wall Street Journal, cette orientation traduit les grandes tensions sur les stocks américains après ses livraisons à l'Ukraine et l'escalade militaire contre l'Iran. Washington cherche à élargir rapidement ses capacités de production militaire. Le Wall Street Journal rapporte que de hauts responsables du Pentagone ont échangé avec plusieurs grands groupes américains, parmi lesquels General Motors, Ford, GE Aerospace et Oshkosh Corporation, afin d'évaluer dans quelle mesure leurs usines, leur personnel et leurs chaînes de production pourraient être mobilisés pour accroître la production de munitions, d'équipements tactiques et d'autres matériels militaires. Ces discussions restent à un stade préliminaire, mais leur objectif est déjà clair. D'après le quotidien américain, les autorités cherchent à savoir si des industriels civils peuvent soutenir les acteurs traditionnels de la défense. Le Pentagone a présenté cette montée en puissance comme un enjeu de sécurité nationale et a demandé aux entreprises d'identifier les obstacles à une participation plus large, qu'il s'agisse de contraintes contractuelles, de procédures d'appel d'offres ou de difficultés plus techniques. L'entreprise Oshkosh a déjà confirmé être en dialogue avec le Pentagone depuis novembre, précise le Wall Street Journal. Son responsable Logan Jones a expliqué au journal que l'entreprise réfléchissait à la manière de mobiliser des capacités en lien avec son savoir-faire. Le quotidien rappelle que, malgré ses activités militaires, l'essentiel du chiffre d'affaires d'Oshkosh reste aujourd'hui non lié à la défense. Des stocks sous pression Cette initiative s'inscrit dans une orientation déjà assumée par l'administration Trump. Le secrétaire à la Guerre Pete Hegseth défend l'idée d'un passage à une logique de « régime de guerre » pour l'appareil de production militaire américain. Le Wall Street Journal souligne que les discussions ont commencé avant même la guerre contre l'Iran, mais que ce conflit a encore renforcé la pression sur les réserves américaines. Le journal explique que Washington veut utiliser les capacités des grands groupes automobiles pour compenser l'épuisement des stocks provoqué par les livraisons d'armes à Kiev ainsi que par la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Le Pentagone cherche avant tout à accélérer la production de munitions et d'armements tactiques alors que les ressources disponibles se réduisent. Le Wall Street Journal note que les responsables américains ont voulu déterminer si des entreprises civiles pouvaient être reconverties rapidement pour répondre à des commandes militaires. Le média rappelle que ce type de réorientation a déjà existé aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'industrie automobile avait été mise au service de l'effort de guerre. Une économie de guerre assumée Cette évolution confirme un glissement plus large. Le quotidien américain souligne que Washington cherche désormais des fournisseurs commerciaux capables de produire non seulement des obus, mais aussi des missiles et des systèmes de lutte contre les drones. Il ne s'agit plus seulement d'augmenter ponctuellement la production, mais d'élargir le nombre d'entreprises mobilisées pour répondre aux besoins militaires américains. En somme, les États-Unis reconnaissent que leur appareil industriel militaire actuel ne suffit plus à absorber durablement les besoins créés par leur soutien à l'Ukraine et par l'ouverture d'autres fronts. À travers ces discussions avec les grands industriels civils, le Pentagone cherche désormais à faire entrer plus profondément l'industrie américaine dans une économie de guerre.

R. I.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Wall Street et l'industrie militaire sont les grands gagnants

LA GUERRE contre l'Iran fragilise la croissance mondiale et perturbe les échanges. Les économies vulnérables sont les plus exposées à la crise énergétique. Certains secteurs, comme la finance, la défense et les renouvelables, en tirent profit. Le Fonds monétaire international a abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour 2026 à 3,1 %, contre 3,3 % auparavant, en raison des répercussions de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. La fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transite une part essentielle des exportations énergétiques mondiales, a profondément désorganisé les flux de pétrole, de gaz et de produits chimiques. Les infrastructures énergétiques du Golfe ont été touchées, aggravant les tensions sur les marchés et alimentant une hausse durable des prix. Dans ce contexte, le FMI n'exclut pas un scénario plus sombre, avec une croissance mondiale limitée à 2,5 % en cas de prolongation du conflit. Les économies émergentes et les pays à faible revenu seraient les plus exposés, en raison de leur dépendance aux importations énergétiques et de leur vulnérabilité aux chocs inflationnistes. Le secteur du transport maritime et de la logistique est lui aussi fortement perturbé, avec des routes commerciales redirigées et des coûts en forte augmentation. L'argent, le nerf de la guerre Paradoxalement, cette instabilité profite à certains acteurs. Les grandes banques d'investissement américaines enregistrent des profits importants, portées par la volatilité des marchés qui stimule les volumes de transactions. Les plateformes de prédiction comme Polymarket connaissent également une croissance rapide, capitalisant sur l'incertitude géopolitique et l'intérêt croissant pour les paris liés aux changements internationaux. Le secteur de la défense bénéficie aussi d'un contexte favorable, marqué par une hausse généralisée des budgets militaires. Parallèlement, l'intelligence artificielle continue de se développer à un rythme soutenu, notamment grâce à la demande en semi-conducteurs, illustrée par les performances des industriels asiatiques. Enfin, la crise agit comme un catalyseur pour les énergies renouvelables. Face aux risques liés aux hydrocarbures, de nombreux États accélèrent leur transition énergétique afin de réduire leur dépendance aux zones instables. Cette dynamique pourrait redessiner durablement les équilibres énergétiques mondiaux.

R. I.

LIGUE 1 MOBILIS

Le MCA chute à Constantine

Le MC Alger, leader de la Ligue Professionnelle 1 algérienne, qui a bien débuté, ce jeudi, cette 27ème journée sur la pelouse du Stade Chahid Hamlaoui de Constantine en tenant en échec l'équipe locale durant une heure, avant de flancher une première fois, puis perdre carrément la rencontre en fin de partie (2-0).



En début de partie, les joueurs de l'entraîneur Khaled Benyahia ont bien bousculé les Constantinois en multipliant les rushs, dans l'intention de prendre l'avantage. Zougrana, Bangoura et Ghezala ont bien mené plusieurs actions offensives, mais sans pouvoir en concrétiser la moindre d'elles. Ceci par faute de mauvaise concentration dans le dernier geste. Pendant ce temps, les joueurs de l'entraîneur Lassaâd Dridi se contentaient de se défendre, gérant la pression des Mouloudéens et ce, tout en jouant rapidement lors des contre-attaques afin de surprendre l'arrière-garde des Vert et Rouge. Les joueurs des deux formations s'échangent alors les actions offensives, sans pouvoir réussir à mettre la balle dans les filets adverses. Et c'est ainsi que la première mi-temps s'est terminée sur le score de parité de zéro partout.

Après la pause, les joueurs du CS Constantine sont revenus plus déterminés à prendre l'avantage. Ils prennent le jeu à leur compte, tout en prenant garde aux contres des Vert et Rouge, jouant avec un peu plus de confiance. Puis, au fil des minutes, les joueurs constantinois deviennent plus entreprenants en construisant les actions tout en essayant de prendre à défaut la défense et le gardien de but des Vert et Rouge. La rencontre a été donc très disputée, comme attendu, avant que les locaux ne parviennent à percer cette défense du MC Alger, juste après l'heure du jeu, soit exactement à la 61ème minute de la partie, où Tosin Omoyele réussit enfin à libérer ses camarades et les fans du club en ouvrant la marque. Revigorés par ce but, les joueurs du CS Constantine poursuivent leur pression, au moment où les Vert et Rouge travaillent leurs actions offensives dans la perspective d'égaliser, en vain, les Constantinois gèrent bien ce court avantage d'un but à zéro.

Par la suite, on jouait la 83ème minute du jeu lorsque, sur une action offensive des Constantinois, l'attaquant mouloudéen Bangoura a marqué contre son camp, renforçant donc, sans le vouloir, la domination des joueurs locaux du CSC. Ensuite, la réaction des Vert et Rouge a été de tenter de réduire la marque et d'ailleurs le capitaine Ayoub Ghezala a raté une très belle occasion de réduire l'écart en gâchant un penalty facile, aggravant ainsi les difficultés de son équipe. Et c'est ainsi que finalement, le CS Constantine s'est imposé à domicile sur ce score de (2-0).

Suite à cette précieuse victoire, le CSC porte son total de points à 42, se rapprochant du sommet du classement et relançant ses chances de monter sur le podium, dans une lutte acharnée avec l'Olympique Akbou et la JS Saoura. Quant aux joueurs du Mouloudia d'Alger, ils restent, tout de même, toujours leaders, en dépit de cette défaite, en gardant leurs 55 points. il faut noter que l'écart d'avance sur ses poursuivants immédiats se réduit et il va falloir que les joueurs du MCA se gardent de ne pas perdre des points lors des prochaines rencontres, pour terminer la saison avec ce titre de champion qui l'oblige à jouer tout le reste des rencontres sous pression, sauf s'ils enregistrent deux victoires pour se soulager. La lutte pour le titre devient très serrée et s'annonce donc des plus palpitantes à suivre…

DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE (DNA)

Journée d'évaluation des arbitres d'élite au CTN de Sidi Moussa

LA DIRECTION nationale de l'arbitrage (DNA) a organisé, ce mercredi, une journée d'évaluation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacrée aux arbitres d'élite ayant dirigé des rencontres de la Ligue 1 Mobilis, depuis le début de la phase retour de la compétition, a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dans un communiqué.

«Cette rencontre présidée par le Directeur national de l'arbitrage, Mehdi Abid Charef, en présence du chef du département de la formation, Lamine Benaïssa a permis aux participants de procéder à une analyse approfondie de plusieurs situations arbitrales relevées lors des journées concernées», précise la même source.

Au cours de ce rendez-vous, «des échanges riches et constructifs, axés à la fois sur l'examen de certaines erreurs et sur la mise en avant des bonnes pratiques à consolider», ont été au programme. Le premier responsable de la DNA, «a transmis les recommandations ainsi que le message du président de la FAF, appelant les arbitres à faire preuve d'une concentration maximale durant cette phase décisive de la saison. Il les a exhortés à être au meilleur de leur forme afin d'assurer une fin de championnat irréprochable», souligne le communiqué.

Par ailleurs, les trois arbitres retenus par la FIFA pour officier lors de la phase finale de la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet) : Mustapha Ghorbal, Abbas Akram Zerhouni et Mokrane Gourari, «ont été chaleureusement félicités par leurs collègues, en reconnaissance de cette distinction internationale.» Une minute de silence a été observée, avant le début de cette session, en la mémoire de l'ancien arbitre international, qui avait représenté le sifflet algérien lors de la Coupe du monde Italie-1990, Mohamed Hansal, récemment décédé.

LIGUE 2

Trois matchs à huis clos pour l'USMH

LA COMMISSION de discipline de la LNFA a rendu son verdict à la suite des graves incidents survenus lors de la rencontre ayant opposé l'USM El Harrach à l'ASO Oran (1-2), disputée vendredi dernier au stade des Eucalyptus, dans le cadre de la 26e journée de la Ligue 2 (groupe Centre-Ouest). Après examen de la feuille de match et des rapports officiels, l'instance a relevé des faits particulièrement « graves, notamment des jets de projectiles ayant entraîné l'arrêt de la rencontre à la 57e minute pendant 26 minutes, avant sa reprise après l'intervention des services de sécurité et l'évacuation des tribunes ». Des dégradations importantes ont également été constatées, avec des sièges saccagés, une intrusion sur l'aire de jeu ainsi que des actes de vandalisme ayant causé des dégâts matériels considérables. Plusieurs agents de sécurité et supporters ont été blessés lors de ces incidents. En conséquence, la LNFA a infligé une amende de 200 000 dinars à l'USM El Harrach, accompagnée de trois matchs à huis clos. Le club a également écopé de sanctions financières supplémentaires, dont 200.000 dinars pour jets de projectiles et 20 000 dinars pour usage d'engins pyrotechniques. Sur le plan individuel, le milieu offensif Mohamed Islam Belhadj, a écopé de quatre matchs de suspension ferme assortis d'une amende de 100.000 dinars pour insultes envers les officiels. Le dirigeant Kheireddine Chams-Eddine a, quant à lui, été suspendu trois mois de toute activité sportive, avec une amende de 50 000 dinars, pour comportement antisportif envers l'arbitre.

=====34 interpellations après USM Harrach – ASM. Oran

34 personnes suspectées d'implication dans les violents incidents survenus lors de la rencontre du championnat



d'Algérie de L2 entre l'USM El Harrach et l'ASMO (1-2), disputé le 10 avril dernier au stade Mouloud Zerrouki des Eucalyptus, ont été interpellées, selon un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya d'Alger. D'importants dégâts matériels ont été enregistrés, notamment la destruction quasi totale des sièges du stade, la dégradation du grillage métallique ainsi que des infrastructures environnantes. Les violences ont également touché le salon d'honneur réservé à l'accueil des invités, en plus de deux ateliers relevant du stade. Des vitres ont été brisées et certains individus ont tenté d'envahir la pelouse. Les suspects ont été présentés, le procureur de la République près du tribunal d'El Harrach.

LES VERTS À L'ÉTRANGER

Ibrahim Maza dans le viseur de City

Avec le départ désormais acté de Bernardo Silva de Manchester City, la piste menant à Ibrahim Maza prend de l'épaisseur… et surtout du sens. Si l'arrivée du jeune Algérien est perçue d'un très bon œil du côté des Skyblues, la question reste entière : est-ce réellement le bon choix pour le Fennec ?

C'est désormais une certitude : Bernardo Silva quittera City à l'issue de la saison. Après neuf années passées sous les ordres de Pep Guardiola, le Portugais s'apprête à tourner une page majeure de sa carrière pour explorer de nouveaux horizons. Un départ qui ouvre naturellement la voie à Ibrahim Maza, dont le profil, fait de finesse technique et d'intelligence dans les petits espaces, rappelle par bien des aspects celui du Lusitanien. Si l'aspect financier ne devrait en aucun cas freiner les ambitions des riches d'Angleterre, c'est davantage du côté du joueur que les interrogations subsistent.

À travers sa gestion sportive ces dernières années, Manchester City a bâti sa réputation sur une planification quasi chirurgicale. Chaque départ est anticipé, chaque succession préparée. Dans cette logique, le nom de Ibrahim Maza s'inscrit comme une évidence. Talent précoce, créativité naturelle, marge de progression évidente : autant d'arguments qui séduisent en interne et qui pourraient accélérer son arrivée. Mais derrière cette opportunité en or se cache une réalité plus nuancée. Rejoindre un effectif aussi dense et exigeant implique de franchir un cap mental autant que sportif. Évoluer sous la houlette de Pep Guardiola représente une chance unique, qu'aucun joueur ne pourrait décliner, mais c'est aussi un défi de taille, où la rigueur tactique et la maturité sont plus qu'indispensables. Déjà en pleine progression du côté du Bayer Leverkusen, le jeune Algérien devra mesurer le timing de ce possible saut. Dans un monde qui semble regorger d'écuries, où tout s'accélère à une vitesse folle mais laisse, paradoxalement, planer le doute sur l'étape suivante, l'opportunité Manchester City s'impose comme le plus grand défi de la jeune carrière de Maza. Doté d'un talent brut et d'une intelligence de jeu parfaitement compatible avec les exigences de City, Ibrahim Maza a désormais toutes les cartes en main. À lui de saisir l'instant… et de prouver qu'il est prêt à briller au plus haut niveau.



UN QUATRIÈME CONTINENT POUR SLIMANI

L'attaquant Algérien Islam Slimani qui viens de quitter le championnat de Roumanie, devrait rebondir sur un nouveau continent. Le joueur âgé de 37 ans, qui a déjà évolué en Afrique par deux fois avec le CR Belouizdad, a passé la plus part de sa carrière en Europe, tout en ayant eu aussi une expérience en Amérique du Sud. Slimani qui a longtemps poursuivi son rêve d'évoluer sur le continent Européen en passant par le Portugal, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Turquie et même la Roumanie, est désormais prêt à rejoindre le golfe persique. En effet celui qui est passé par le FC Coritiba au Brésil, devrait selon nos informations rejoindre un championnat de a confédération Asiatique de football et plus précisément le Qatar. Le buteur des Verts seraient en pourparlers très avancées avec Al Sadd, l'ogre aux 18 titres de champion et actuel leader mais aussi qualifié en 1/4 de finale de la C1. Les noir et blanc chercheraient à renforcer leur effectif par un autre avant-centre pour accompagner le Brésilien Roberto Firmino et l'espagnol Rafa Mujica.

AVENIR INCERTAIN POUR BENTALEB À LILLE



L'avenir d'Nabil Bentaleb s'annonce comme l'un des dossiers chauds du prochain mercato estival. En fin de contrat avec LOSC Lille, le milieu de terrain algérien devrait, sauf retournement de situation, quitter le nord de la France libre de tout engagement. Pourtant, la saison de Bentaleb est loin d'être anodine. Après une période difficile marquée par des soucis de santé, l'international algérien a réussi à revenir à un excellent niveau. Pièce importante dans le dispositif des Dogues, il a enchaîné les titularisations et s'est imposé comme un élément d'équilibre au milieu de terrain. Son expérience, sa qualité de relance et son impact physique ont largement contribué aux bonnes performances du LOSC dans la course aux places européennes. Malgré ce retour en forme convaincant, la tendance actuelle ne penche pas vers une prolongation. À 31 ans, Bentaleb se retrouve donc dans une position idéale sur le marché, celle d'un joueur expérimenté disponible gratuitement. Une opportunité qui ne laisse pas indifférents plusieurs clubs, aussi bien en Europe que dans le Golfe. D'un côté, certaines formations européennes voient en lui un renfort fiable, capable d'apporter immédiatement de la stabilité et de l'expérience. De l'autre, des clubs du Golfe seraient prêts à lui offrir des conditions financières très attractives pour le convaincre de relever un nouveau défi. Entre continuité au haut niveau européen et tentation d'un nouveau challenge à l'étranger, Nabil Bentaleb se retrouve à un tournant stratégique. Une décision qui pourrait bien façonner les dernières grandes années de sa carrière.

UN CLUB DE PREMIER LEAGUE ET UN AUTRE DE BUNDESLIGA SUR AMOURA

Proche d'un départ l'été dernier, Mohamed Amoura était finalement resté à Wolfsburg après le refus du club allemand de le céder au Benfica pour 28 millions d'euros. Cette fois, la tendance semble différente. À l'approche du prochain mercato estival, un transfert de l'attaquant algérien paraît de plus en plus probable. Auteur d'une deuxième saison plus compliquée que prévu avec les Loups, tant sur le plan collectif que personnel, l'ancien joueur de Sétif pourrait ainsi tourner la page et se lancer dans un nouveau défi. À 26 ans dans quelques semaines, Amoura arrive à un moment charnière de sa carrière. Après des passages à l'ES Sétif, Lugano, l'Union Saint-Gilloise et Wolfsburg, l'international algérien pourrait franchir un nouveau cap en rejoignant un club plus prestigieux.

Selon le quotidien L'Équipe, Everton suit de près sa situation en Angleterre. En Allemagne, Stuttgart est également prêt à entamer des discussions pour s'attacher ses services. Sous contrat avec Wolfsburg jusqu'en 2029, l'attaquant avait été évalué à 40 millions d'euros l'été dernier après le refus de l'offre du Benfica, mais le club allemand pourrait désormais se montrer plus flexible.

Malgré les difficultés rencontrées par Wolfsburg cette saison, Amoura affiche des statistiques correctes avec 8 buts et 4 passes décisives en 26 matchs de Bundesliga. Alors que son équipe se dirige vers une relégation, l'international algérien pourrait profiter du prochain mercato pour rebondir. Une bonne Coupe du Monde 2026 avec l'Algérie pourrait également faire grimper sa valeur sur le marché. Une chose est sûre : l'été s'annonce mouvementé pour Mohamed Amoura.

LE DINAMO ZAGREB NE LÈVERA PAS L'OPTION D'ACHAT POUR BENNACER



Selon les dernières informations, relayées par la presse italienne, le Dinamo Zagreb ne lèvera pas l'option d'achat fixée à 10 millions d'euros pour le milieu international algérien, Ismaël Bennacer, qui devrait ainsi faire son retour à AC Milan à l'issue de la saison. Toutefois, l'avenir du joueur de 28 ans chez les Rossoneri semble déjà compromis. Peu considéré dans les plans du club lombard, Bennacer devrait de nouveau être poussé vers un départ lors du prochain mercato estival, précise la même source. Sur le plan des statistiques, le meilleur joueur de la CAN-2019 a marqué un but et délivré deux passes décisives en 13 apparitions, toutes compétitions confondues. Revenu récemment de blessure - une blessure contractée lors de la dernière CAN-2025 - l'international algérien est encore loin de sa forme optimale. Dans ces conditions, sa participation à la prochaine Coupe du monde apparaît aujourd'hui comme hautement improbable, voire quasi impossible.

BÉJAÏA

Saisie de 2 kg de drogue et arrestation de deux trafiquants

LES ÉLÉMENTS de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Béjaïa ont démantelé, le week-end dernier, un réseau de trafic de stupéfiants. Cette opération s'est soldée par l'arrestation de deux individus, âgés de 26 et 29 ans.

Agissant sur la base d'informations précises, les policiers ont tendu une embuscade au village Ibachirène, dans la commune d'Oued Ghir. Les deux suspects, dont l'un circulait à moto, ont été interpellés en flagrant délit lors d'une transaction. La fouille initiale a permis de saisir 20 plaquettes de kif traité, pour un poids total de 2 kg.

L'enquête s'est poursuivie avec la perquisition du domicile de l'un des mis en cause. Cette étape a permis de découvrir des quantités supplémentaires de drogue et de saisir un véhicule ayant servi au transport et à la distribution de la marchandise.

Les deux suspects ont été présentés devant les autorités judiciaires pour « détention et commercialisation de stupéfiants dans le cadre d'un réseau criminel organisé ».

De leurs côtés, les éléments de la police relevant de la sûreté de daïra d'El-Kseur ont réussi, récemment, à mettre hors d'état de nuire deux individus âgés de 31 et 34 ans, spécialisés dans la vente et le trafic de stupéfiants dans la ville d'El-Kseur. L'affaire a été déclenchée suite à des informations parvenues aux services de police signalant qu'un individu s'apprêtait à conclure une transaction de drogue dans la ville. Immédiatement, un plan opérationnel rigoureux a été mis en place. Des forces de police en civil ont, en effet, été postées sur les lieux probables de la transaction pour surveiller les mouvements des dealers. Après une opération de filature, les deux suspects ont été repérés en pleine transaction sur la route menant à l'abattoir municipal (RN 26). Les policiers ont lancé une descente rapide qui a permis leur arrestation en flagrant délit. Lors de cette intervention, les forces de sécurité ont saisi une plaquette de cannabis traité d'un poids supérieur à 100 grammes et une somme d'argent issue des revenus du trafic.

Un dossier pénal a été constitué à l'encontre des deux suspects pour détention de stupéfiants (cannabis traité) aux fins de revente illicite. Présentés devant les autorités judiciaires compétentes, ils ont été placés sous mandat de dépôt et transférés vers l'établissement pénitentiaire de la région.

N. Bensalem

GESTION PUBLIQUE

La lutte contre le gaspillage en débat à Blida

Une journée d'étude régionale portant sur « la rationalisation des dépenses publiques, levier de bonne gouvernance et de durabilité financière » a été organisée mercredi au siège de la wilaya de Blida, à l'initiative de la Cour de justice de Blida.



Clarifier le cadre juridique régissant la bonne utilisation des fonds publics

Cette rencontre, à laquelle ont pris part des cadres du secteur de la justice ainsi que des experts en finances et en administration, a été ouverte par le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Hammadou. Elle a constitué un espace d'échange autour des mécanismes de maîtrise des dépenses publiques et des mesures mises en œuvre pour renforcer l'efficacité de la gestion des deniers publics.

Dans son intervention, M. Hammadou a souligné que la rationalisation des dépenses publiques constitue « un choix stratégique pour lutter contre le gaspillage et renforcer l'efficacité de la gestion des deniers publics », rappelant que ce volet occupe une place importante dans les réformes engagées par le secteur de la justice.

Il a également mis en avant les efforts du ministère visant à consacrer les principes de bonne gouvernance à travers des dispositifs organisationnels et de contrôle, ainsi que par le recours croissant à la numérisation, permettant de réduire les coûts et d'améliorer la performance administrative. Il a, en outre, insisté sur le fait que la réussite de ces réformes demeure tributaire de la qualification des ressources humaines, notamment à travers la formation continue.

De son côté, le président de la Cour de Blida, Mokhtar Bouchrit, a indiqué que cette journée vise à promouvoir la culture de rationalisation des dépenses au sein des institutions publiques, à clarifier son cadre juridique et organisationnel, et à encourager l'échange de bonnes pratiques en matière de gestion financière.

Le vice-président de la Cour, Abdelmadjid Djebari, a pour sa part insisté sur la nécessité de diffuser la culture de consommation responsable et de renforcer les mécanismes de contrôle et d'évaluation, afin de garantir une utilisation optimale des ressources publiques.

La rencontre a réuni des cadres et magistrats de neuf wilayas du Centre, dont Alger, Tipaza, Boumerdès, Aïn Defla et Chlef. Plusieurs axes ont été abordés, notamment le cadre conceptuel et juridique de la rationalisation des dépenses, les mécanismes de gestion administrative et les outils de prévention du gaspillage.

Au terme de cette journée, les participants ont recommandé de renforcer les principes de bonne gouvernance à travers l'ancrage de la culture de rationalisation et l'intensification des dispositifs de contrôle, afin de garantir la durabilité financière et l'efficacité de la gestion publique.

R. R.

MÉDÉA

Un méga-proj et industriel sur foncier privé à Boughezoul

FAISANT PARTIE des villes nouvelles désignées pour accueillir des projets d'envergure sur des terrains privés, la proposition de création d'un méga-projet sur un foncier privé à Boughezoul a été au centre d'une réunion tenue mardi dernier au siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Selon un communiqué de cet organisme, l'implantation de ce méga-projet s'inscrit dans le cadre d'une « approche visant à élargir l'offre foncière destinée à l'investissement, dans un contexte où la disponibilité des terrains constitue souvent un frein pour les porteurs de projets ».

Premier du genre étudié, le méga-projet s'étalera sur une assiette foncière d'une superficie totale de plus de 74 hectares, avec la possibilité d'une extension future de 150 hectares supplémentaires, superficie dédiée à la création d'une zone d'activité industrielle intégrée.

Ainsi, la création d'une zone d'activité industrielle intégrée à Boughezoul marque le début de l'application d'une démarche de l'AAPI visant à « soutenir les initiatives privées et à permettre aux opérateurs économiques de contribuer au développement des régions concernées ».

Dans ce cadre, la zone d'activité sera un « pôle de production » comprenant des unités industrielles, des structures de services et des infrastructures d'appoint, à même de contribuer à la création d'un tissu industriel intégré et à la génération d'emplois, est-il indiqué.

La stratégie de l'AAPI consiste à diversifier l'offre foncière destinée à l'investissement en mettant en place des formules innovantes d'aménagement d'espaces économiques et productifs. Elle vise également à attirer l'investissement et à renforcer le développement économique des zones concernées.

Il convient de rappeler que la ville nouvelle de Boughezoul, créée en vertu des dispositions du décret exécutif n° 04-97 du 1er avril 2004, est située dans la région des Hauts Plateaux et occupe une position stratégique au regard de sa localisation au carrefour des axes de transport routiers et ferroviaires, nord-sud et est-ouest. Conçue comme un pôle d'équilibre territorial ainsi qu'un pôle de compétitivité et d'excellence des Hauts Plateaux, la ville nouvelle de Boughezoul vise à contenir l'étalement périurbain de la ville d'Alger et à réduire la concentration des populations et des activités au niveau du littoral.

Nabil B.

Avec la guerre Iran -Israël-Usa, l'économie mondiale sous tensions : l'ouverture du détroit d'Ormuz comme solution au conflit ?



Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974 en management stratégique
Abderrahmane Mebtoul

Que ce soit du côté des USA ou de l'Iran, la guerre ne devrait pas durer les officiels annoncent que les négociations continuent au Pakistan , l'enjeu majeur des négociations outre le nucléaire dont les USA viennent de reconnaître un enrichissement à des fins pacifiques pour l'Iran, est le blocus du détroit d'Ormuz. Concernant le drame au Liban , ou des négociations préliminaires devraient avoir lieu à Washington selon le président les tensions au Moyen Orient ayant montré que les chiites représentent environ 27 % à 31 % de la population totale selon les estimations (dont CIA World Factbook et œuvre d'Orient) concentrés principalement au Liban-Sud, dans la Bekaa et dans la banlieue sud de Beyrouth ne sauraient dans leur immense majorité .les assimiler à la branche armée du au Hezbollah qui avec les Houthis au Yémen sont des branches armés des gardiens de la révolution et que sans l'accord de l'Iran , ces négociations ont peu de chances d'aboutir et que les tensions persistent en Mer rouge. Les américains étant autonome et exportateur en hydrocarbures, grâce au pétrole gaz de schiste, mais 8O% des exportations iraniennes étant destinées à la Chine à des prix plafonnés) et bon nombre d'Asie étant pénalisés, les exportations iraniennes ne dépendent pas du détroit d'Ormuz mais de l'île de Kharg (ou Khârg) située dans le nord du golfe Persique, vitale pour les revenus de Téhéran qui est le principal terminal d'exportation de pétrole , traitant environ 90 à 95 % du brut du pays Mais, le blocus américain du détroit d'Ormuz, débuté autour du 13 avril 2026, menace à la fois l'économie mondiale et les revenus pays du Golfe dont la facture totale provisoire de cette guerre uniquement sur six semaines dépasse probablement les 200 milliards de dollars , avec le risque d› un choc pétrolier mondial et provoquant une chute des marchés financiers. Selon le FMI la croissance serait abaissée à 3,1% pour 2026 avec une perte mondiale estimée à 350 milliards de dollars, et 45 millions de personnes risquant une crise alimentaire et pénalisant également l'économie iranienne perdant chaque jour environ 435 millions de dollars avec le risque d'une hyperinflation et de vives tensions internes, les réserves ee change étant inférieures à 30/35 milliards de dollars fin 2025.

En plus ces tensions ont fait grimper le prix de l'énergie qui fluctue au gré de la conjoncture et des déclarations de Donald Trump qui vient de déclarer le 15 avril 2026 , que la guerre était «presque finie» ayant nettement fait baisser les cours du Brent les 16/ 17 avril 2026 , évoluant entre 95/96 dollar. Le Moyen-Orient recèle 40 % des réserves prouvées mondiales de pétrole dont l'Arabie Saoudite environ 262,7 milliards de barils, soit un quart des réserves mondiales., Irak : ~112,5 milliards de barils., EAU : ~97,8 milliards de barils. Koweït : ~96,5 milliards de barils. Iran : ~93,1 milliards de barils et 40% des réserves mondiales de gaz dont Iran : 32 100 milliards de m³ (fin 2020), le Qatar : 24 700 milliards de m³ , l'Arabie Saoudite 9800 milliards de mètres cubes gazeux, les Emiraties une moyenne de 7000 milliards de mètres cubes gazeux et l'Irak 3500 milliards de mètres cubes gazeux et tout conflit dans la région risque assurément d'affecter la production. tensions avec l'Iran ont montré l'importance du détroit d'Ormuz contrôlé par l'Iran , situé au sud -est de Bandar Abbas avec des pays frontaliers qui sont au nord l'Iran, et au Sud-est les Emirats arabes unis, depuis Jazirah al Hammra , suivis du sultanat d'Oman d› une largeur d'une trentaine de milles marins (55 km) avec un tracé de deux couloirs de navigation de deux milles (3,5 km) de large chacun, l'un montant, l'autre descendant, les couloirs de navigation étant séparés par un couloir tampon de deux miles, bien que ses rails de navigation sont considérés comme étroits pour les supertankers, pour les porte-conteneurs ainsi que pour les méthaniers géants contemporains. Avec Gibraltar, le Bosphore, Malacca et le canal de Suez, il est un des grands détroits de la planète. Situé sur une route commerciale entre l'Asie, la Méditerranée et l'Europe permettant le passage du Golfe Persique au Golfe d'Oman, puis à la mer d'Arabie et à l'océan Indien. La fermeture du détroit de d'Ormuz, affecterait le transit du gaz et du pétrole car « porte de sortie » du pétrole de la région du Golfe qui compte 5 des 10 plus gros producteurs du pétrole au monde localisé au Moyen Orient comme mis en relief précédemment, où transitent plus de 30% des produits pétroliers dont plus de 20% du GNL.

Le détroit d'Ormuz constitue une des principales voies de navigation connectant les pays pétroliers du Moyen Orient avec les marchés asiatiques, européen et nord-américain, et l'idée de canalisations pour le contourner exigerait un investissement colossal.

Il faut également tenir compte des tensions qui perturbé le trafic en Mer rouge que ‹Iran veut bloquer comme riposte au blocus américain par où 12 % du commerce mondial de marchandises, une voie de transit qui concentre 30% du trafic mondial de conteneurs et environ 8% de produits pétroliers, qui ont fait augmenter le coût du transport maritime de 15 à 20%. Conjointement les tensions en mer rouge, avec la fermeture du détroit d'Ormuz pourraient pousser les prix des hydrocarbures à la hausse accentuant l'inflation et menaçant la croissance de l'économie mondiale Aussi, afin d'éviter des tensions énergétiques de grandes ampleurs, aucun pays n'a intérêt à une généralisation du conflit au Moyen Orient : ni les pays du Golfe , ni l'Iran qui a besoin de ressources financières du fait de vives tensions sociales internes, ni les grandes puissances, surtout l'Europe dépendant à plus de 7O% de l'énergie importée, de la Chine, un des plus gros importateur d'hydrocarbures, ni les USA avec le retour de l'inflation qui risque de faire perdre els élections du mois de novembre 2026 aux républicains qui selon Arne Lohmann Rasmussen de Global Risk Management. » Il est clair que Trump et la Maison-Blanche veulent sortir d'une guerre impopulaire aux États-Unis» »

En conclusion, après cette guerre le Moyen Orient et d'une manière générale le monde de demain ne sera plus jamais comme avant devant connaître une profonde recomposition géostratégique . Aussi , malgré le drame auquel nous assistons actuellement au Moyen-Orient et dans d'autres contrées du monde, n'oublions pas le drame du Soudan, l'histoire millénaire a montré que la symbiose des apports l'Orient et de l'Occident ont favorisé le dialogue des cultures et des civilisations avec des prospérités et des déclins, montrant qu'aucune civilisation n'est supérieure à une autre.

Le devenir d'un monde multipolaire, conditionne largement la réussite de cette grande entreprise de cohabitation entre les peuples, qui interpelle notre conscience commune Le grand défi auquel le monde est appelé à relever notamment est la lutte contre le réchauffement climatique qui n'est pas une vue de l'esprit, le défi du contrôle numérique dont l'intelligence artificielle qui bouleversera entre 2026/2030/2035 les comportements des citoyens, la structure future des emplois, la gestion des entreprises et des institutions civiles et militaires et toutes les organisations internationales



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

UiPath acquiert Peak pour une IA agentique verticale au service de l'automatisation d'entreprise



La RPA classique ne suffit plus : l'IA générative et agentique redéfinit le jeu et force les leaders historiques à évoluer. Avec l'acquisition de Peak, UiPath renforce son offre d'IA verticale et s'aventure un peu plus sur le terrain de l'IA agentique pour répondre aux défis concrets d'automatisation des entreprises et dynamiser son positionnement.

S'il y a un secteur qui doit impérativement se réinventer avec l'arrivée de l'IA générative, c'est bien la RPA (Robotic Process Automation). On voyait poindre une révolution depuis plusieurs années déjà et certains tentaient même d'imposer le nom « IPA » (Intelligent Process Automation) en tentant d'insuffler un peu d'IA dans la toujours complexe (et parfois aléatoire) automatisation des processus d'entreprise.
Bien évidemment l'arrivée de l'IA générative et depuis peu de l'IA agentique vient totalement bouleverser cet univers. Un temps valorisé 35 milliards de dollars, UIPath, l'un des pionniers de la RPA, affiche une capitalisation boursière d'environ 6,5 milliards de dollars et traverse une période difficile preuve de la transformation profonde du marché de l'automatisation logicielle.

UiPath : un leader en quête de relance

Fondé en Roumanie, l'éditeur UiPath s'est imposé comme un pionnier de l'automatisation robotisée des processus (RPA) en proposant des « robots logiciels » capables d'exécuter des tâches répétitives dans les entreprises. Cette technologie, qui ne relevait pas initialement de l'IA, a connu une croissance fulgurante, propulsant l'entreprise à une valorisation de 35 milliards de dollars lorsqu'elle était encore privée.
Aujourd'hui, UiPath affiche une capitalisation boursière d'environ 6,5 milliards de dollars et traverse une période difficile. Ses résultats financiers 2024 (exercice fiscal 2025 clôturé fin janvier 2025) montrent un CA de 1,43 milliard de dollars pour une perte de 163 millions de dollars. Et l'entreprise a réduit ses effectifs de 10% en juillet 2024. De plus, face à « l'incertitude macroéconomique mondiale croissante« , l'entreprise a revu à la baisse ses prévisions de revenus pour l'exercice fiscal 2026, désormais estimés entre 1,525 et 1,530 milliard de dollars.

UiPath doit se réinventer et réinventer son cœur de métier. Et pour l'y aider, l'éditeur annonce l'acquisition d'un pionnier de l'IA Agentique : Peak.
Fondée en 2015 à Manchester au Royaume-Uni, Peak s'est spécialisée dans l'optimisation des décisions commerciales par l'IA et le développement d'applications d'IA pour l'optimisation des inventaires et la tarification des produits. L'entreprise, qui a levé 121 millions de dollars auprès d'investisseurs comme SoftBank, a réalisé un chiffre d'affaires de près de 9 millions de livres (11,6 millions de dollars) en 2023, en hausse de 17%.
Lancé fin 2023, Peak Co:Driver est une solution d'IA générative qui combine les capacités d'analyse et de compréhension des LLM avec des applications IA et les données commerciales des entreprises. C'est l'épine dorsale de la technologie de Peak qui permet aux entreprises de créer des workflows d'IA, traiter des données et générer des prédictions pour optimiser les processus commerciaux critiques via des API ou des applications web intégrées. Dit autrement, Peak est l'un des pionniers de l'IA Agentique dans le domaine de l'automatisation des processus commerciaux.

L'IA verticale : un tournant stratégique pour l'industrie

Une approche à la fois pionnière et verticalisée qui a séduit UiPath, les clients étant en demande de solutions d'IA adaptées à leurs défis sectoriels spécifiques qui ne nécessitent pas d'importantes personnalisations et réduisent les hallucinations de l'IA.
Les capacités décisionnelles de Peak seront intégrées dans la plateforme d'automatisation agentique de UiPath, permettant la mise en place de processus autonomes basés sur des données client contextuelles. Les solutions de Peak formeront également l'épine dorsale des nouveaux agents de tarification et d'inventaire pour les clients UiPath.
Daniel Dines, fondateur et PDG de UiPath, a déclaré : « L'acquisition de Peak accélère notre mission de renforcement de notre stratégie de solutions verticales d'IA. Associées à la plateforme UiPath, les applications d'IA spécialisées de Peak renforcent notre capacité à fournir des solutions pour optimiser les cas d'usage sectoriels. »
Pour Peak, cette acquisition offre l'opportunité d'étendre ses solutions à l'échelle mondiale et de couvrir de nouveaux secteurs. Richard Potter, PDG et cofondateur de Peak, souligne : « La portée mondiale de UiPath, son expertise approfondie des entreprises et son engagement en faveur de l'innovation en IA nous permettra d'accélérer notre vision, qui consiste à donner du pouvoir aux entreprises grâce à des IA spécialisées dans la prise de décision à grande échelle. »
Un exemple concret de cette collaboration existe déjà : UiPath et Peak ont transformé le processus de tarification des devis pour Heidelberg Materials, l'un des plus grands fabricants de matériaux de construction au monde. Cette solution combine l'automatisation pour rassembler des données provenant de centaines de sources et l'IA pour déterminer les devis optimaux, permettant ainsi d'améliorer significativement l'efficacité des équipes de vente.
Avec cette acquisition stratégique, UiPath espère relancer sa croissance en élargissant son portefeuille de solutions d'IA verticale, particulièrement dans les secteurs de la vente au détail et de la fabrication, tout en capitalisant sur la tendance croissante vers l'automatisation agentique dans les entreprises.

Avec Projects Plus, Zoho met l'IA au cœur de la gestion de projets

ADIEU les tableaux de suivi rigides, les outils lourds et complexes, les dérapages incontrôlés et les délais irréalistes ! Zoho Projects Plus bouscule la gestion de projet en intégrant l'IA pour automatiser l'analyse des données, affiner les prévisions et fluidifier la collaboration
Les outils numériques de gestion de projets ont connu une évolution significative au fil des décennies. Lancé en 1984, Microsoft Project a longtemps été l'outil prédominant, offrant aux chefs de projet des fonctionnalités robustes pour planifier, organiser et suivre l'avancement des projets dans de très nombreux domaines d'activité.
Cependant, avec l'essor des technologies cloud et des méthodologies agiles, le paysage des outils de gestion de projets s'est diversifié. De nouvelles solutions SaaS (Software as a Service) comme Monday.com ou Wrike ont émergé, proposant des interfaces plus intuitives et favorisant la collaboration en temps réel. Des plateformes spécialisées dans des domaines métiers se sont multipliés. Dans un monde où le logiciel est roi, des outils comme Asana, Trello et Jira ont gagné en popularité, notamment grâce à leur capacité à s'adapter aux besoins variés des équipes et à faciliter l'innovation produit.

Même Microsoft semble bien plus investi aujourd'hui dans Planner (intégré à Microsoft 365) que dans « Project Online ». Pourtant ce domaine n'a pas fini d'évoluer et s'apprête à vivre une nouvelle évolution avec l'arrivée de l'IA.
En précurseur de cette prochaine génération, Zoho lance Zoho Projects Plus, une plateforme intégrée et dopée à l'IA qui consolide plusieurs de ses outils phares – Zoho Projects, WorkDrive, Analytics et Sprints. Conçue spécifiquement pour répondre aux besoins complexes des moyennes et grandes entreprises, Projects Plus offre une gestion hybride des projets, combinant les méthodologies Agile et en cascade avec des capacités avancées d'intelligence artificielle (IA) et d'analyse des données.

La plateforme arrive dans un contexte favorable pour Zoho, qui a enregistré une croissance annuelle de 20% pour Zoho Projects en 2024 et triplé les migrations depuis des applications concurrentes.
Selon les données communiquées par l'éditeur, 55% des nouveaux utilisateurs de Zoho Projects proviennent de Microsoft Project et JIRA.

Capgemini : ce qu'il faut savoir sur le plan de restructuration et le virage IA

Le géant français des services numériques amorce un tournant stratégique majeur qui pourrait lourdement impacter ses équipes dans l'Hexagone.



Capgemini a annoncé, mardi 20 janvier, envisager la suppression de "jusqu'à 2 400 postes" sur le territoire national, une décision motivée par la nécessité d'adapter ses compétences aux nouvelles réalités technologiques.
Ce projet de restructuration, communiqué à l'AFP et aux instances représentatives du personnel, vise à réorganiser l'entreprise face à un double défi : le ralentissement de la demande sur certains marchés traditionnels et l'émergence rapide de l'IA générative.
"Capgemini en France doit se transformer pour répondre aux challenges et opportunités créés par l'accélération des mutations technologiques, notamment l'intelligence artificielle", justifie le groupe, qui précise que ces ajustements concerneraient environ 7 % de ses 35 000 salariés en France.

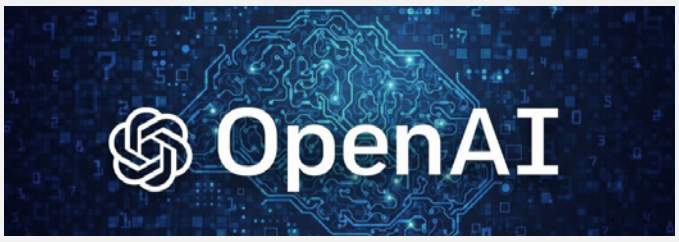
Un plan de transformation ciblant 7 % des effectifs en France

La direction insiste sur le fait que ce plan ne prévoit aucun licenciement sec. L'entreprise compte réaliser ces réductions d'effectifs "via des reclassements et des départs volontaires". Le dispositif envisagé inclut une "rupture conventionnelle collective" pour les collaborateurs souhaitant quitter l'entreprise, ainsi que des propositions de mobilité interne pour ceux désirant rester.
Le groupe promet d'orienter ces reconversions "vers des métiers d'avenir", ciblant spécifiquement le cloud, la data et l'intelligence artificielle.
Le projet vise précisément des suppressions de poste "au sein de filières fortement impactées par l'évolution de la demande client et les mutations technologiques". Les modalités exactes et les mesures d'accompagnement doivent désormais faire l'objet d'une négociation avec les organisations syndicales en vue d'un accord collectif. Cette annonce survient alors que l'entreprise avait déjà procédé à des ajustements stratégiques récents, notamment le rachat de la société indienne WNS pour 3,3 milliards de dollars en juillet dernier afin de renforcer ses capacités en IA agentique.

L'intelligence artificielle et le contexte économique comme déclencheurs

Cette réorganisation s'inscrit "dans un environnement économique marqué par une croissance modérée et des défis majeurs pour certaines industries", souligne le groupe. Bien que Capgemini ait enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 2,9 % au troisième trimestre, l'activité subit un freinage en Europe, alimenté par la "faiblesse persistante du secteur de l'industrie", notamment automobile.
Les clients, frileux face à l'instabilité politique et géopolitique, tendent à différer leurs grands projets numériques.
Le secteur des services informatiques traverse une période de mutation profonde où l'automatisation remplace certaines tâches humaines. Cette tendance avait déjà poussé Accenture à supprimer 12 000 postes en octobre dernier.

OpenAI : 18 mois avant la faillite ? Le géant de l'IA face à un mur de financement



MALGRÉ l'adoption massive de ChatGPT et l'essor fulgurant de l'IA générative, OpenAI pourrait se retrouver à court de liquidités d'ici 18 mois. En à peine trois ans, OpenAI s'est imposée comme l'un des acteurs centraux de la révolution de l'intelligence artificielle. Depuis le lancement de ChatGPT, les progrès ont été spectaculaires : génération d'images, rédaction avancée, raisonnement logique complexe. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes utiliseraient chaque mois des outils d'IA générative.
Selon une étude de la Wharton School, près de 75 % des entreprises américaines ayant intégré l'IA déclarent un retour sur investissement positif. Un succès technologique et sociétal indéniable, mais qui masque une réalité économique bien plus préoccupante.

Un modèle économique sous pression

Dans une tribune publiée le 13 janvier dans le New York Times, Sebastian Mallabi, chercheur principal au Council on Foreign Relations, tire la sonnette d'alarme : OpenAI pourrait épuiser ses ressources financières avant même d'avoir atteint une rentabilité significative.
En cause, un paradoxe central : la majorité des utilisateurs accèdent gratuitement aux services. Face à une abondance de modèles concurrents en accès libre, la conversion vers des offres payantes reste limitée. « La monétisation ne deviendra réellement possible que lorsque l'IA comprendra et mémorisera l'utilisateur dans sa globalité », estime Mallabi, tout en s'interrogeant : « Mais pourra-t-on tenir financièrement jusque-là ? »

Des dépenses colossales

Les chiffres donnent le vertige. D'après The Information, OpenAI prévoit de dépenser plus de 40 milliards d'ici 2028. En mars dernier, Sam Altman, PDG de l'entreprise, a certes sécurisé un financement record de 40 milliards de dollars. Mais cela reste insuffisant face aux besoins estimés à l'avenir. Près de 1 400 milliards de dollars seraient nécessaires pour développer et maintenir les infrastructures de centres de données.
« L'IA générative exige des capitaux sans commune mesure avec ceux des entreprises de logiciels traditionnelles », souligne Mallabi. Une intensité capitalistique qui fragilise l'indépendance des acteurs du secteur.

Vers une absorption par un géant du cloud ?

Dans ce contexte, l'hypothèse d'un rachat gagne en crédibilité. « À terme, OpenAI sera probablement absorbée par un géant comme Microsoft ou Amazon », avance le chercheur. Un scénario qui s'inscrirait dans une logique industrielle, les grandes plateformes disposant déjà des infrastructures cloud et des capacités financières nécessaires.
Mallabi précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'un réquisitoire contre l'intelligence artificielle elle-même, mais d'un constat sur les limites d'un modèle d'entreprise fortement porté par le marketing et l'innovation rapide.

L'abonnement Xbox Cloud Gaming "avec Publicités" se rapproche à vitesse grand V



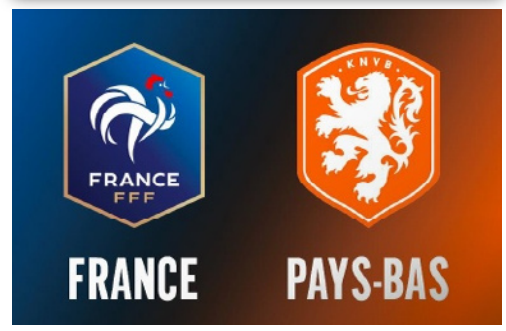
MICROSOFT pourrait officialiser dans les prochaines heures une nouvelle offre Xbox Cloud Gaming intégrant de la publicité. Un abonnement gratuit ou à tout petit prix, mais assorti de quelques compromis.
Depuis son lancement, le Xbox Game Pass s'est imposé comme l'un des piliers de la stratégie gaming de Microsoft, avec en son sein le service de cloud gaming maison. Mais face à la hausse des coûts et à la quête de nouveaux abonnés, la firme de Redmond pourrait revoir sa copie. Une nouvelle formule du Xbox Cloud Gaming financée par la publicité pourrait être très bientôt officialisée.

Le Xbox Cloud Gaming "avec publicités" en approche ?

En octobre dernier, Microsoft officialisait les nouveaux tarifs de son Xbox Game Pass, avec une nouvelle grille tarifaire à trois étages (Essential, Premium et Ultimate) et des tarifs qui s'échelonnent désormais de 8,99€/mois à 26,99€/mois. Si toutes intègrent le Xbox Cloud Gaming en illimité (et sans publicité), il semblerait qu'une nouvelle option gratuite (ou à tarif très réduit) soit prochainement proposée concernant ce dernier, avec une offre de jeux dans le nuage intégrant de la réclame.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Divertissement - France 2026 — TF1
The Voice, la plus belle voix

21h00 **Jeu - France 2026** 100 % logique : la réponse est sous vos yeux — France 2

21h00 **Jeu - 2026** — M6
Les traîtres Saison 6

21h00 Rugby : Top 14 Saison 2025 — CANAL+
Castres / Toulouse

21h25 Football — W9
Eliminatoires de la Coupe du monde féminine
France / Pays-Bas

20h55 Drame — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2013
Rush

21h05 Série d'action — 6ter
Etats-Unis - 2020
MacGyver

21h00 Drame - Etats-Unis 2018 — CINE+ PREMIER
A Star is Born

21h00 Golf — CANAL+ SPORT
Golf : Open de Hilton Head

21h00 Film d'aventures France - 2024 — CINE CINEMA
Toutes pour une

20h50 Film d'action — CANAL+ family
Etats-Unis - 1986
Karate Kid 2

21h15 Série policière — TMC
Etats-Unis
New York Unité Spéciale

21h00 la chaine ACTION



TØlØfilm d'action (Etats-Unis - 2011)

The Redemption

Ray, un ancien membre d'un commando d'élite, aspire à une vie tranquille, loin des tumultes de son passé. Employé comme agent de sécurité dans un night-club, il espère trouver la paix, mais cette sérénité est brusquement brisée. Une nuit, alors qu'il assure la surveillance, le club est la cible d'un cambriolage audacieux, au cours duquel le fils du propriétaire est tragiquement assassiné. Ce drame inattendu plonge Ray dans une spirale de violence et de chaos, exposant son passé d'homme d'action aux yeux de tous.

22h10

Thriller (Etats-Unis - 2004)

Collateral

Dans les rues animées de Los Angeles, Max (Jamie Foxx) est un chauffeur de taxi nocturne qui connaît chaque coin de la ville. Sa routine est bouleversée lorsqu'il prend à bord Annie, une procureure sous pression, avec qui il engage une conversation intrigante. Au terme de cette rencontre, elle lui laisse sa carte, marquant un moment d'espoir dans sa vie monotone. Cependant, la nuit prend un tournant inattendu lorsque Max accepte de conduire Vincent (Tom Cruise), un homme charismatique qui lui propose un tarif alléchant de 600 dollars pour une série de cinq rendez-vous.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:10	12:28	16:11	19:06	20:36	04:16	12:33	16:15	19:10	20:39	04:31	12:47	16:29	19:24	20:53	04:33	12:38	16:16	19:10	20:33	04:38	12:54	16:36	19:31	21:00	04:43	12:59	16:40	19:35	21:04	04:47	13:02	16:43	19:38	21:06

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8469 – SAMEDI 18 AVRIL 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	9°
Oran	22°	12°
Constantine	20°	5°
Ouargla	28°	14°

GUERRE DES DONNÉES, IA, CYBERSPACE

Chanegriha évoque les nouvelles menaces sur l'Algérie

Quelles sont les nouvelles menaces extérieures sur l'Algérie ? Les mutations géopolitiques et technologiques ont créé de nouvelles données sur les Etats, leurs politiques et leurs économies. Des menaces majeures sont apparues, imposant des défis sécuritaires et créant des enjeux stratégiques.



Des menaces majeures.

Anticipant cette nouvelle réalité, l'Armée nationale populaire (ANP) a réuni avant-hier à Alger, au Cercle national de l'Armée, à Béni Messous, ses plus hauts responsables militaires ainsi que des experts pour débattre et réfléchir, lors d'un séminaire organisé par la Direction générale, sur ces menaces extérieures.

Au début des travaux, le général d'armée a prononcé une allocution d'ouverture, dans laquelle il a souligné que «cette manifestation scientifique s'inscrivait dans le cadre des efforts constants déployés par les diverses structures et composantes de l'ANP, pour ancrer la culture de la pensée proactive et renforcer les mécanismes de prospective stratégique et sécuritaire, de manière à permettre une compréhension plus approfondie des mutations qui s'opèrent à travers le monde, ainsi que de leurs dimensions et leurs éventuelles incidences sur la sécurité, la stabilité et les intérêts vitaux de notre pays». Selon le général d'armée Chanegriha, ces mutations ont conduit à l'émergence d'un environnement international de plus en plus complexe, où règnent l'incertitude stratégique et la course acharnée aux ressources, avec l'emploi de nouveaux instruments d'influence et de pression.

Dans ce contexte, a-t-il poursuivi, «les développements successifs enregistrés dans les domaines du cyberespace, de l'intelligence artificielle et de la gestion des données ont contribué à la redéfinition de la logique de la puissance, où la maîtrise de la recherche-développement et la production de connaissances représentent désormais un facteur essentiel pour déterminer les équilibres de force et d'influence dans les relations internationales». Le général d'armée a indiqué que le contrôle des outils d'anticipation et l'élaboration des scénarios prévisibles sont des clés importantes pour la prise de décisions stratégiques et sécuritaires ainsi que pour l'amélioration des niveaux de maturité des politiques publiques de l'Etat».

Le chef d'état-major de l'ANP a également souligné que «l'Algérie continue de renforcer sa veille stratégique, à travers l'adoption d'approches proactives face aux différents défis, qui lui garantissent de rester un partenaire international crédible et un acteur actif dans son espace géo-sécuritaire». Le général Chanegriha a affirmé que, dans ce sillage, «l'ANP poursuivra, sous la conduite du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, ses efforts pour consolider et renforcer sa disponibilité opérationnelle et poursuivre la modernisation de ses équipements militaires et la promotion de son appareil de formation, de manière à acquérir la capacité permanente de faire face à toutes les formes de menaces actuelles et futures et à faire de notre pays un rempart de sécurité et de stabilité».

Il convient de souligner que les travaux de ce séminaire ont été ponctués par l'intervention d'experts et de spécialistes, contribuant ainsi à enrichir les débats autour des diverses questions stratégiques évoquées.

Pour rappel, ce séminaire a été marqué par la présence du Premier ministre, du directeur de cabinet de la présidence de la République, des membres du gouvernement et des conseillers du président de la République, du secrétaire général du MDN, des commandants de Forces, du directeur de Cabinet auprès du MDN, du commandant de la 1re région militaire, des chefs de départements, du contrôleur général de l'Armée, des directeurs centraux du MDN et de l'état-major de l'ANP, ainsi que de hauts cadres et des experts.

Hachemi B.

ENTREPRISE PORTUAIRE DE BÉJAIA

Les matériaux de construction propulsent les exportations

LE PORT de Béjaïa confirme son rôle d'entreprise stratégique dans le développement des exportations hors hydrocarbures. Depuis les mois de mars et avril, l'activité sur les quais de l'Entreprise Portuaire de Béjaïa (EPB) témoigne d'une effervescence particulière, marquée par le traitement simultané de cargaisons massives de matériaux de construction destinés au marché international.

Parmi les opérations les plus marquantes figure le chargement, début avril, de 8 000 tonnes de barres d'armature en acier (rond à béton) à bord du cargo MV Swan, au quai n°18. Cette opération illustre la montée en puissance de la sidérurgie nationale, désormais tournée vers l'exportation. Elle a nécessité une coordination étroite entre les aciéries, les transporteurs et les dockers, ainsi qu'une haute performance technique. Grâce à l'utilisation de grues à forte capacité, la cadence de chargement a été optimisée, réduisant le temps d'escale du navire, un facteur déterminant de compétitivité.

Dans la même dynamique, le secteur des matériaux de construction s'est distingué par plusieurs exportations de ciment. En mars, au quai n°11, 10 000 tonnes de ciment conditionné en big bags ont été manutentionnées et exportées à bord du navire Le Constantinois. Le même quai a assuré une gestion fluide des opérations, garantissant l'intégrité de la marchandise face aux conditions climatiques.

Au quai n°21, une autre opération d'envergure a permis le chargement de 46 200 tonnes de ciment en vrac à bord du navire Medi Atlantico, acheminées par un flux continu de camions, confirmant la capacité du port à absorber des volumes industriels importants sans engorgement. Ces opérations successives mettent en évidence les atouts de l'EPB, la gestion simultanée de différentes cargaisons aux exigences distinctes, et son rôle dans le soutien à l'économie nationale à travers l'exportation de produits finis et semi-finis. En deux mois, plus de 18 000 tonnes de matériaux de construction ont été exportées, confirmant la transformation du port en véritable plateforme industrielle tournée vers l'international.

Or les exportations, le port de Béjaïa joue également un rôle clé dans la régulation du marché national, notamment en prévision de l'Aïd El-Adha. Durant le mois d'avril, il a réceptionné d'importants contingents d'ovins, dont 6 560 têtes en provenance de Roumanie et 11 000 autres d'Espagne. Le débarquement s'effectue sous contrôle sanitaire strict, avec la mobilisation des services vétérinaires de la wilaya pour les inspections d'usage avant le transfert vers les zones de confinement et de distribution.

N. Bensalem



DÉCLARATIONS FISCALES

Nouveaux délais fixés par la DGI

LA DIRECTION générale des impôts (DGI) a annoncé, avant-hier, la prorogation des délais de souscription de plusieurs déclarations fiscales, prolongeant ainsi les échéances jusqu'à juin et juillet 2026 afin de faciliter les obligations déclaratives des contribuables.

Selon la DGI, le dépôt des déclarations annuelles de résultats (séries G n°4 et G n°11), ainsi que leurs annexes, et de la déclaration annuelle des traitements et salaires (série G n°29), est désormais fixé au 30 juin 2026, au lieu de l'échéance initialement prévue.

La même mesure concerne également la déclaration annuelle des prix de transfert, déposée par voie électronique conformément à l'article 151 ter du Code des impôts directs et taxes assimilées, dont les délais ont été repoussés dans le cadre de cet ajustement administratif.

Par ailleurs, la déclaration annuelle des revenus (série G n°1) au titre de l'année 2025 bénéficie elle aussi d'un délai supplémentaire, fixé au 30 juillet 2026, précise la même source.

A. D.

HYDRAULIQUE

Lounes Bouzegza prend les commandes du secteur

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, ce jeudi, à la nomination de Lounes Bouzegza au poste de ministre de l'Hydraulique, indique un communiqué officiel. Il occupait jusque-là les fonctions de wali de Naâma.

A la suite de cette nomination, le chef de l'État a confié l'intérim de la gestion de l'exécutif de la wilaya de Naâma au secrétaire général, Messaoud Boularas, précise la même source.

Lounes Bouzegza a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de l'administration territoriale. Il a notamment été wali de Souk Ahras ainsi que secrétaire général de la wilaya de Sétif, ce qui lui confère une expérience significative dans la gestion des collectivités locales et des affaires publiques.

S. N.